

Second Session Forty-first Parliament, 2013-14-15 Deuxième session de la quarante et unième législature, 2013-2014-2015

Proceedings of the Standing Senate Committee on Délibérations du Comité sénatorial permanent des

FISHERIES AND OCEANS

PÊCHES ET DES OCÉANS

Chair: The Honourable FABIAN MANNING

Président : L'honorable FABIAN MANNING

Monday, December 15, 2014 Tuesday, January 27, 2015 Le lundi 15 décembre 2014 Le mardi 27 janvier 2015

Issue No. 17

Fascicule nº 17

Twenty-sixth and twenty-seventh meetings:

Vingt-sixième et vingt-septième réunions :

Study on the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada

Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada

INCLUDING: THE SEVENTH REPORT OF THE COMMITTEE (Supplementary Budget) Y COMPRIS : LE SEPTIÈME RAPPORT DU COMITÉ (Budget supplémentaire)

WITNESS: (See back cover)

TÉMOIN : (Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON FISHERIES AND OCEANS

The Honourable Fabian Manning, Chair

The Honourable Elizabeth Hubley, Deputy Chair

The Honourable Senators:

Baker McInnis

* Carignan Meredith
 (or Martin) Munson

* Cowan Poirier
 (or Fraser) Raine
 Lovelace Nicholas
 Lang

*Ex officio members

(Quorum 4)

Changes in membership of the committee:

Pursuant to rule 12-5, membership of the committee was amended as follows:

The Honourable Senator Lang replaced the Honourable Senator Stewart Olsen (*January 22, 2015*).

The Honourable Senator Raine replaced the Honourable Senator Beyak (*December 19, 2014*).

The Honourable Senator Beyak replaced the Honourable Senator Raine (*December 12, 2014*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS

Président : L'honorable Fabian Manning

Vice-présidente : L'honorable Elizabeth Hubley

et

Les honorables sénateurs :

Baker McInnis

* Carignan Meredith
(ou Martin) Munson

* Cowan Poirier
(ou Fraser) Raine
Lovelace Nicholas Wells

Lang

* Membres d'office

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité :

Conformément à l'article 12-5 du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit :

L'honorable sénateur Lang a remplacé l'honorable sénatrice Stewart Olsen (*le 22 janvier 2015*).

L'honorable sénatrice Raine a remplacé l'honorable sénatrice Beyak (le 19 décembre 2014).

L'honorable sénatrice Beyak a remplacé l'honorable sénatrice Raine (le 12 décembre 2014).

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Monday, December 15, 2014 (30)

[English]

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met this day at 4:08 p.m., in room 256-S, Centre Block, the chair, the Honourable Fabian Manning, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Baker, P.C., Beyak, Manning, Meredith, Munson, Poirier, Stewart Olsen and Wells (8).

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on Monday, December 9, 2013, the committee continued its study on the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada. (For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 2.)

Pursuant to rule 12-16(1)(d), the committee considered a draft agenda (future business).

At 4:20 p.m., the committee suspended.

At 4:21 p.m., the committee resumed in public to consider a draft budget.

The Honourable Senator Munson moved:

That the following supplementary budget application for the special study on aquaculture for the fiscal year ending March 31, 2015, with adjustments resulting from this meeting and following a final review by the Senate administration to be overseen by the Subcommittee on Agenda and Procedure, be approved for submission to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration:

SUMMARY OF BUDGET

ACTIVITY 5: Seafood Expo North America, Boston TOTAL

\$6,977 \$6,977

After debate, the question being put on the motion, it was adopted.

It was agreed that the committee proceed in camera, pursuant to rule 12-16(1)(d), for the consideration of a draft agenda.

At 4:24 p.m., the committee suspended.

At 4:25 p.m., the committee resumed in camera to consider a draft agenda (future business).

PROCÈS-VERBAUX

OTTAWA, le lundi 15 décembre 2014 (30)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 16 h 8, dans la pièce 256-S de l'édifice du Centre, sous la présidence de l'honorable Fabian Manning, président.

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Baker, C.P., Beyak, Manning, Meredith, Munson, Poirier, Stewart Olsen et Wells (8).

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le lundi 9 décembre 2013, le comité poursuit son étude de la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada. (Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule n° 2 des délibérations du comité.)

Conformément à l'article 12-16(1)d) du Règlement, le comité examine un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

À 16 h 20, la séance est suspendue.

À 16 h 21, la séance publique reprend pour que le comité puisse étudier un budget provisoire.

L'honorable sénateur Munson propose :

Que la demande de budget supplémentaire suivante relative à l'étude spéciale sur l'aquaculture pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015, une proposition qui sera revue à la fin de cette réunion, puis qui devra être examinée une dernière fois par l'administration du Sénat, sous la supervision du Sous-comité du programme et de la procédure, soit approuvée aux fins de présentation au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration :

RÉSUMÉ DU BUDGET

ACTIVITÉ 5 : Seafood Expo North America, Boston TOTAL

6 977 \$

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

Il est convenu que la séance se poursuive à huis clos, conformément à l'article 12-16(1)d) du Règlement, pour examiner un projet d'ordre du jour.

À 16 h 24, la séance est suspendue.

À 16 h 25, la séance se poursuit à huis clos pour que le comté puisse examiner un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

The chair informed the committee that a one-day fact-finding mission in St. John's, Newfoundland and Labrador, for the study on aquaculture will take place from February 5 to 7, 2015. If travel on those dates is not possible due to weather conditions, the activity will instead occur from February 26 to 28, 2015.

The chair informed the committee that research staff has been directed to begin drafting the report on aquaculture according to the outline presented during the meeting by Ms. Madore.

At 4:40 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

OTTAWA, Tuesday, January 27, 2015 (31)

[English]

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met this day at 5:10 p.m., in room 9, Victoria Building, the chair, the Honourable Fabian Manning, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Hubley, Lang, Manning, McInnis, Meredith, Munson, Poirier, Raine and Wells (9).

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on Monday, December 9, 2013, the committee continued its study on the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada. (For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 2.)

WITNESS:

Northern Ontario Aquaculture Association:

Mike Meeker, President.

Mr. Meeker made a statement and answered questions.

It was agreed that the committee proceed in camera, pursuant to rule 12-16(1)(d), for the consideration of a draft agenda.

At 6:25 p.m., the committee suspended.

At 6:32 p.m., the committee resumed in camera to consider a draft agenda (future business).

At 6:43 p.m., the committee suspended.

At 6:44 p.m., the committee resumed in public to consider a draft budget.

Le président informe le comité que, du 5 au 7 février 2015, l'on effectuera une mission d'enquête d'une journée à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) dans le cadre de l'étude sur l'aquaculture. S'il n'est pas possible de voyager à ces dates en raison des conditions météorologiques, l'activité se déroulera plutôt du 26 au 28 février 2015.

Le président informe le comité que le personnel de recherche a reçu l'ordre de commencer à rédiger le rapport sur l'aquaculture en fonction de l'aperçu présenté par Mme Madore pendant la réunion

À 16 h 40, le comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

OTTAWA, le mardi 27 janvier 2015 (31)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 17 h 10, dans la pièce 9 de l'édifice Victoria, sous la présidence de l'honorable Fabian Manning, président.

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Hubley, Lang, Manning, McInnis, Meredith, Munson, Poirier, Raine et Wells (9).

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le lundi 9 décembre 2013, le comité poursuit son étude de la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada. (Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule nº 2 des délibérations du comité.)

TÉMOIN :

Association d'aquaculture du Nord de l'Ontario :

Mike Meeker, président.

M. Meeker fait une déclaration et répond aux questions.

Il est convenu que la séance se poursuive à huis clos, conformément à l'article 2-16(1)d) du Règlement, pour examiner un projet d'ordre du jour.

À 18 h 25, la séance est suspendue.

À 18 h 32, la séance se poursuit à huis clos pour que le comité puisse examiner un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

À 18 h 43, la séance est suspendue.

À 18 h 44, la séance publique reprend pour que le comité puisse étudier un budget provisoire.

The Honourable Senator Wells moved:

That the following supplementary budget application for the special study on aquaculture for the fiscal year ending March 31, 2015, with adjustments resulting from this meeting and following a final review by the Senate administration to be overseen by the Subcommittee on Agenda and Procedure, be approved for submission to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration:

SUMMARY OF BUDGET

ACTIVITY 5: Seafood Expo

North America, Boston \$8,0 TOTAL \$8.0

After debate, the question being put on the motion, it was adopted.

At 6:45 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

L'honorable sénateur Wells propose :

Que la demande de budget supplémentaire suivante relative à l'étude spéciale sur l'aquaculture pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015, une proposition qui sera revue à la fin de cette réunion, puis qui devra être examinée une dernière fois par l'administration du Sénat, sous la supervision du Sous-comité du programme et de la procédure, soit approuvée aux fins de présentation au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration :

RÉSUMÉ DU BUDGET

ACTIVITÉ 5 : Seafood Expo

North America, Boston <u>8 055 \$</u>
TOTAL <u>8 055 \$</u>

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

À 18 h 45, le comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

Le greffier du comité,

Maxwell Hollins

Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

Thursday, December 11, 2014

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans has the honour to present its

SEVENTH REPORT

Your Committee, which was authorized by the Senate on Monday, December 9, 2013, to examine and report on the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada, respectfully requests supplementary funds for the fiscal year ending March 31, 2015.

Pursuant to Chapter 3:06, section 2(1)(c) of the *Senate Administrative Rules*, the supplementary budget submitted to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration and the report thereon of that committee are appended to this report.

Respectfully submitted,

RAPPORT DU COMITÉ

Le jeudi 11 décembre 2014

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans a l'honneur de présenter son

SEPTIÈME RAPPORT

Votre comité qui a été autorisé par le Sénat le lundi 9 décembre 2013 à étudier, afin d'en faire rapport, la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada, demande respectueusement des fonds supplémentaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2015.

Conformément au Chapitre 3:06, article 2(1)c) du *Règlement administratif du Sénat*, le budget supplémentaire présenté au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration ainsi que le rapport s'y rapportant sont annexés au présent rapport.

Respectueusement soumis,

Le président,

FABIAN MANNING

Chair

STANDING SENATE COMMITTEE ON FISHERIES AND OCEANS

SPECIAL STUDY ON THE REGULATION OF AQUACULTURE, CURRENT CHALLENGES AND FUTURE PROSPECTS FOR THE INDUSTRY IN CANADA

APPLICATION FOR SUPPLEMENTARY BUDGET AUTHORIZATION FOR THE FISCAL YEAR ENDING MARCH 31, 2015

Extract from the *Journals of the Senate*, Monday, December 9, 2013:

The Honourable Senator Manning moved, seconded by the Honourable Senator Unger:

That the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans be authorized to examine and report on the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada; and

That the papers and evidence received and taken and work accomplished by the committee on this subject during the First Session of the Forty-First Parliament be referred to the committee; and

That the committee report from time to time to the Senate but no later than June 30, 2015, and that the committee retain all powers necessary to publicize its findings for 180 days after the tabling of the final report.

The question being put on the motion, it was adopted.

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS

ÉTUDE SPÉCIALE SUR LA RÉGLEMENTATION DE L'AQUACULTURE, LES DÉFIS ACTUELS ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'INDUSTRIE AU CANADA

DEMANDE D'AUTORISATION DE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 MARS 2015

Extrait des Journaux du Sénat du lundi 9 décembre 2013 :

L'honorable sénateur Manning propose, appuyé par l'honorable sénatrice Unger,

Que le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans soit autorisé à étudier, afin d'en faire rapport, la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada;

Que les documents reçus, les témoignages entendus et les travaux accomplis par le comité à ce sujet au cours de la première session de la quarante et unième législature soient renvoyés au comité:

Que le comité fasse de temps à autre rapport au Sénat, mais au plus tard le 30 juin 2015, et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat, Gary W. O'Brien Clerk of the Senate

SUMMARY OF BUDGET

Activity 4: Fact-Finding Mission in St. \$90,325 John's, Newfoundland and Labrador

TOTAL \$90,325

SOMMAIRE DU BUDGET

Activity 4: Mission d'étude à St-Jean, \$90,325 Terre-Neuve et Labrador

TOTAL \$90,325

The above budget was approved by the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans on Thursday, November 20, 2014.

The undersigned or an alternate will be in attendance on the date that this budget is considered.

The Honourable Fabian Manning
Chair, Standing Senate Committee on

Fisheries and Oceans

Date The Honourable

Date

Chair, Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration

Le budget ci-dessus a été approuvé par le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans le jeudi 20 novembre 2014.

Le soussigné ou son remplaçant assistera à la séance au cours de laquelle le présent budget sera étudié.

Date L'honorable Fabian Manning

Président du Comité sénatorial permanent

des pêches et des océans

Date L'honorable

Président du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

HISTORICAL INFORMATION

| Fiscal Year | Activities | Locations | Amount Approved |
|-------------|--|--|--------------------|
| 2013-2014 | Fact-Finding and Public Hearings | British Columbia | \$172,017 |
| 2014-2015 | Fact-Finding and Public Hearings | Newfoundland and Labrador and Nova Scotia | \$159,044 |
| 2014-2015 | Fact-Finding Mission | Scotland and Norway | \$162,488 |
| 2014-2015 | Fact-Finding and Public Hearings | New Brunswick, Prince Edward Island and Québec | \$104,601 |

DONNÉES ANTÉRIEURES

| Année fiscale | Activités | Endroits | Montant approuvé |
|---------------|--|---|---------------------|
| 2013-2014 | Mission d'étude et audiences publiques | Colombie- Britannique | 172 017 \$ |
| 2014-2015 | Mission d'étude et audiences publiques | Terre-Neuve et Labrador et Nouvelle-Écosse | 159 044 \$ |
| 2014-2015 | Mission d'étude | Écosse et Norvège | 162 488 \$ |
| 2014-2015 | Mission d'étude et audiences publiques | Nouveau- Brunswick, Île-du- Prince-Édouard et Québec | 104 601 \$ |

GENERAL ESTIMATE OF THE TOTAL COST OF THE SPECIAL STUDY

Pursuant to Chapter 3:06, section 2(2) of the Senate Administrative Rules.

The total estimated cost for the entire study amounts to \$688,475.

ÉTAT ESTIMATIF GÉNÉRAL DU COÛT TOTAL DE L'ÉTUDE SPÉCIALE

Conformément au chapitre 3:06, article 2(2) du Règlement administratif du Sénat.

Le total estimatif pour l'étude au complet est de 688 475 \$.

STANDING SENATE COMMITTEE ON FISHERIES AND OCEANS

SPECIAL STUDY ON THE REGULATION OF AQUACULTURE, CURRENT CHALLENGES AND FUTURE PROSPECTS FOR THE INDUSTRY IN CANADA

EXPLANATION OF BUDGET ITEMS APPLICATION FOR SUPPLEMENTARY BUDGET AUTHORIZATION FOR THE FISCAL YEAR ENDING MARCH 31, 2015

ACTIVITY 4: FACT-FINDING MISSION IN ST. JOHN'S, NEWFOUNDLAND AND LABRADOR 15 participants for fact-finding: 12 Senators, 3 staff

(Committee Clerk, Analyst, Communications Officer)

| TR | ANSPORTATION, ACCOMMODATION AND LIVING EXPEN | ISES | | |
|--------------------------------|--|----------|----------|------------------|
| 1. | Transportation - air | \$76,665 | | |
| | 12 senators x \$5,900 (0224) | | | |
| _ | 3 staff x \$1,955 (0227) | | | |
| 2. | Hotel accommodation | 6,000 | | |
| | 12 senators, \$200/night, 2 nights (0222) | | | |
| 2 | 3 staff, \$200/night, 2 nights (0226) | 2.760 | | |
| 3. | Per diem | 2,760 | | |
| | 12 senators, \$92/day, 2 days (0221) 3 staff, \$92/day, 2 days (0225) | | | |
| 4. | Working meals (travel) (0231) | 1,000 | | |
| 5. | Taxis | 2,250 | | |
| ٥. | 12 senators x \$150 (0223) | 2,230 | | |
| | 3 staff x \$150 (0232) | | | |
| 6. | Charter bus (0228) | 1,000 | | |
| ٠. | (1 day, \$1,000/day) | 1,000 | | |
| Sul | b-total | | \$89,675 | |
| | | | | |
| AL | L OTHER EXPENDITURES | | | |
| | OTHER | | | |
| 1. | Miscellaneous costs associated with travel (0229) | 500 | | |
| | COURIER | | | |
| 2. | Courier Charges (0261) | 150 | | |
| Sul | p-total | | \$650 | |
| | | | 4000 | |
| Tot | tal of Activity 4 | | | \$90,325 |
| Gre | and Total | | | \$90,325 |
| Gi | and I Otal | | | ψ 70,32 3 |
| The S | Senate administration has reviewed this budget application. | | | |
| | | | | |
| Heather Lank, Principal Clerk, | | Date | | |
| | mittees Directorate | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| Nicol | le Proulx, Director, | Date | | |
| Finar | nce and Procurement | | | |

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS

ÉTUDE SPÉCIALE SUR LA RÉGLEMENTATION DE L'AQUACULTURE, LES DÉFIS ACTUELS ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'INDUSTRIE AU CANADA

EXPLICATION DES ITEMS BUDGÉTAIRES DEMANDE D'AUTORISATION DE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 MARS 2015

ACTIVITÉ 4 : MISSION D'ÉTUDE À SAINT-JEAN, TERRE-NEUVE ET LABRADOR

15 participants pour la mission d'étude: 12 sénateurs, 3 employés (Greffier(e) de comité, Analyste et Agent(e) de communications) TRANSPORTS, HÉBERGEMENT ET FRAIS DE SÉJOUR Transport - aérien 76 665 \$ 12 sénateurs x 5 900 \$ (0224) 3 employés x 1 955 \$ (0227) 2. Hébergement 6 000 12 sénateurs, 200 \$/nuit, 2 nuits (0222) 3 employés, 200 \$/nuit, 2 nuits (0226) 3. Indemnité journalière 2 760 12 sénateurs, 92 \$/jour, 2 jours (0221) 3 employés, 92 \$/jour, 2 jours (0225) Repas de travail (voyage) (0231) 1 000 4. Taxis 2 250 12 sénateurs x 150 \$ (0223) 3 employés x 150 \$ (0232) Affréter - autobus (0228) 1 000 6. (1 jour, 1 000 \$/jour) 89 675 \$ Sous-total **AUTRES DÉPENSES AUTRES** Divers coûts liés aux déplacements (0229) 500 1. **MESSAGERIE** Frais de messagerie (0261) 150 Sous-total 650 \$ Total de l'Activité 4 90 325 \$ **Grand Total** 90 325 \$ L'administration du Sénat a examiné la présente demande d'autorisation budgétaire. Heather Lank, greffière principale, Date Direction des comités Nicole Proulx, directrice, Date

Finances et de l'approvisionnement

APPENDIX (B) TO THE REPORT

Thursday, December 4, 2014

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration has examined the budget presented to it by the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans for the proposed expenditures of the said Committee for the fiscal year ending March 31, 2015, for the purpose of its special study on the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada, as authorized by the Senate on Monday, December 9, 2013. The said budget is as follows:

Activity 4: St. John's, Newfoundland and Labrador \$ 90,325

Total \$ 90,325

(includes funds for a fact-finding mission; includes funds for 12 senators to travel)

The budgets approved by the Senate for each travel activity are the maximum amount that can be spent for that activity;

Budgets normally include funds for the full membership of the committee to travel:

In general, a reduced delegation actually travels and efforts are made to find additional savings;

Therefore, actual expenditures are expected to be considerably below the approved budget, and they will be reported to the Senate:

Any surplus funds remaining at the conclusion of a travel activity will be clawed-back and can be made available for allocation to committees for other activities.

Respectfully submitted,

ANNEXE (B) AU RAPPORT

Le jeudi 4 décembre 2014

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a examiné le budget qui lui a été présenté par le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans concernant les dépenses projetées dudit Comité pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 aux fins de leur étude spéciale sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada, tel qu'autorisé par le Sénat le lundi 9 décembre 2013. Ledit budget se lit comme suit:

 Activité 4 : St-Jean,
 90 325 \$

 Terre-Neuve et Labrador
 90 325 \$

 Total
 90 325 \$

(y compris des fonds pour une mission d'étude; y compris des fonds pour les déplacements de 12 sénateurs)

Les budgets approuvés par le Sénat pour chaque déplacement sont le montant maximal qui peut être dépensé pour ce déplacement;

Les budgets prévoient normalement des fonds pour les déplacements de tous les membres du comité;

En règle générale, une délégation réduite se déplace réellement et des efforts sont faits pour réaliser des économies additionnelles;

Par conséquent, on s'attend à ce que les dépenses réelles soient beaucoup inférieures au budget approuvé, et elles feront l'objet d'un rapport au Sénat;

Tous les fonds excédentaires restants après un déplacement seront récupérés et peuvent être réattribués aux comités pour d'autres activités.

Respectueusement soumis,

Le président,

PIERRE CLAUDE NOLIN

Chair

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, December 15, 2014

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met this day at 4:08 p.m., in public, for the consideration of a draft budget to study the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada.

Senator Fabian Manning (*Chair*) in the chair.

[English]

The Chair: Honourable senators, I want to discuss the budget proposal for attendance at the Seafood Expo North America in Boston being held from March 15 to 17, 2015, and the budget of \$6,977 to go to the budget committee.

Could we have a motion to that effect? Moved by Senator Munson, seconded by Senator Wells.

All those in favour?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Contrary-minded?

Carried.

Is it agreed we proceed in camera, honourable senators?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: It is agreed.

(The committee continued in camera.)

OTTAWA, Tuesday, January 27, 2015

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met this day at 5:10 p.m. to study the regulation of aquaculture, current challenges and future prospects for the industry in Canada.

Senator Fabian Manning (Chair) in the chair.

[English]

The Chair: Good evening, everybody. Welcome back and a belated happy new year to everyone. I hope you all enjoyed your break. Welcome to the meeting of the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans. My name is Fabian Manning. I'm a senator from Newfoundland and Labrador, and I chair this committee.

I'll ask members of the committee to introduce themselves, beginning with the member to the right.

Senator Meredith: Senator Meredith, Ontario. Welcome.

Senator Hubley: Senator Hubley from Prince Edward Island, that other beautiful place to live.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 15 décembre 2014

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 16 h 8, en séance publique pour examiner un projet de budget pour son étude de la réglementation de l'aquaculture, des défis actuels et des perspectives d'avenir de l'industrie au Canada.

Le sénateur Fabian Manning (président) occupe le fauteuil.

[Traduction]

Le président: Honorables sénateurs, je veux discuter du budget proposé pour la participation au Seafood Expo North America, qui se tiendra à Boston du 15 au 17 mars 2015. Le budget de 6 977 \$ sera présenté au comité des budgets.

Puis-je avoir une motion à cet égard? Le sénateur Munson fait la proposition, appuyée par le sénateur Wells.

Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président : Y en a-t-il qui sont contre?

Adopté.

Étes-vous d'accord pour que nous passions à huis clos, honorables sénateurs?

Des voix : D'accord.

Le président : C'est d'accord.

(La séance se poursuit à huis clos.)

OTTAWA, le mardi 27 janvier 2015

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 17 h 10, pour étudier la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada.

Le sénateur Fabian Manning (président) occupe le fauteuil.

[Traduction]

Le président : Bonjour à tous. Je vous souhaite un bon retour et une bonne et heureuse année. J'espère que vous avez tous profité de la pause. Je vous souhaite la bienvenue à la réunion du Comité sénatorial permanent des pêches et des océans. Je suis Fabian Manning. Je suis un sénateur de Terre-Neuve-et-Labrador et je suis le président du comité.

Je demanderais aux membres du comité de se présenter, à commencer par la droite.

Le sénateur Meredith: Sénateur Meredith, de l'Ontario. Bienvenue.

La sénatrice Hubley: Sénatrice Hubley, de l'Île-du-Prince-Édouard, l'autre belle province où vivre. Mike Meeker, President, Northern Ontario Aquaculture Association: Almost as beautiful.

Senator Hubley: I knew you were going to say that.

Senator Munson: Jim Munson, Ontario senator, but I always say my heart's in New Brunswick.

Senator McInnis: Thomas McInnis, senator for Nova Scotia.

Senator Lang: Dan Lang, senator from Yukon.

Senator Raine: Nancy Raine, senator from B.C.

Senator Wells: David Wells, senator from Newfoundland and Labrador.

Senator Poirier: Rose-May Poirier, senator from New Brunswick. Welcome.

The Chair: Thank you and welcome once again as we continue our study on the regulation of aquaculture, its current challenges and future prospects for our industry in Canada. I'm pleased this evening to welcome Mr. Mike Meeker, President of the Northern Ontario Aquaculture Association.

Are you any relation to Howie?

Mr. Meeker: I can't deny it.

The Chair: You can't deny it?

Mr. Meeker: He's my uncle, yes. My dad is the youngest son — youngest brother of five. Howie is the oldest. Actually, I was just talking to him two or three days ago.

The Chair: Wish him all the best for us.

Mr. Meeker: Thank you. He's 92 and still going strong. In fact, they kicked him out of the over-65 hockey league because he's too old.

The Chair: Maybe he should start one for the over-90 crowd.

Mr. Meeker: He's been a fitness nut all his life, and he's still going strong.

The Chair: Good for him. Once again, I'm sure, speaking on behalf of all the committee, we wish him all the best.

Mr. Meeker: I'll do that.

The Chair: Mr. Meeker, the floor is yours. I understand you have some remarks you would like to make and then we'll have questions from members of our committee.

Mr. Meeker: I have to admit that I appreciate all of you coming. I realize you've put in a full day's work already.

I've been doing aquaculture my whole adult life. I won't consider what I did before being an adult, but since 1984 I started at Manitoulin Island. I've been growing fish since 1984 in cage

Mike Meeker, président, Association d'aquaculture du Nord de l'Ontario : Presque aussi belle.

La sénatrice Hubley : Je savais que vous alliez dire cela.

Le sénateur Munson : Jim Munson, sénateur de l'Ontario, mais je dis toujours que mon cœur est au Nouveau-Brunswick.

Le sénateur McInnis: Thomas McInnis, sénateur de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Lang: Dan Lang, sénateur du Yukon.

La sénatrice Raine : Nancy Raine, sénatrice de la Colombie-Britannique.

Le sénateur Wells : David Wells, sénateur de Terre-Neuve-et-Labrador.

La sénatrice Poirier: Rose-May Poirier, sénatrice du Nouveau-Brunswick. Bienvenue.

Le président: Merci. Je vous souhaite encore une fois la bienvenue à cette séance dans le cadre de laquelle nous poursuivons notre étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada. Je suis heureux d'accueillir ce soir M. Mike Meeker, président de l'Association d'aquaculture du Nord de l'Ontario.

Avez-vous un lien de parenté avec Howie?

M. Meeker: Je ne peux pas le nier.

Le président : Vous ne pouvez pas le nier?

M. Meeker: C'est mon oncle, oui. Mon père est le cadet de cinq frères. Howie est l'aîné. En fait, je lui ai parlé il y a deux ou trois jours.

Le président : Transmettez-lui nos meilleurs vœux de notre part.

M. Meeker : Merci. Il a 92 ans et il est toujours en forme. En fait, ils l'ont expulsé de la ligue de hockey des plus de 65 ans parce qu'il était trop vieux.

Le président : Il devrait peut-être en créer une pour les gens de plus de 90 ans.

M. Meeker: Il a été un accroc au conditionnement physique toute sa vie, et il est toujours en pleine forme.

Le président : Tant mieux pour lui. Je répète qu'au nom de tous les membres du comité, nous lui transmettons nos meilleurs vœux.

M. Meeker: Je vais le faire.

Le président : Monsieur Meeker, la parole est à vous. Je crois savoir que vous avez une déclaration que vous aimeriez faire. Nous passerons ensuite aux questions des membres du comité.

M. Meeker: Je dois vous dire que je vous suis reconnaissant d'être tous venus. Je sais que vous avez déjà une journée de travail complète.

J'œuvre dans le secteur de l'aquaculture depuis que je suis adulte. Je ne parlerai pas de ce que j'ai fait avant, mais j'ai commencé mes activités à l'île Manitoulin en 1984. J'élève des

culture. Prior to that I spent two years running a hatchery on the Fraser River where we fought with grizzlies for our salmon eggs. The majority of our aquaculture experience was at the University of Wisconsin, then B.C. and the last 30 years in Manitoulin Island, growing rainbow trout in cage culture. But I also set up the first research system, closed containment system, and I understand that this committee has done an awful lot of work before this on aquaculture and is quite knowledgeable about it, so that's great.

Believe me, I'm not averse to being stopped if I'm saying something you guys have talked about a lot.

Anyway, I set up the first research system in Ontario, pretty well, to grow rainbow trout. My experience is in cage culture particularly, but also in research system, closed containment. So I've done both hatcheries and grow-out in closed containment.

Right now, I think something that will be of interest to you is that I'm looking at closed containment from the perspective of the really limiting factor of economics — the amount of money it costs to run these systems.

Working in conjunction with Vale — the mining company in Sudbury, for those who aren't aware — we're now growing fish 5,000 feet underground in an abandoned mine shaft. First of all, this is an attempt to find a way to overcome the cost problems in closed containment. In my experience, no matter what I've done, we cannot compare the cost of growing fish in a closed containment, no matter how efficient it is, with growing fish in caged culture. That's from my 30 years' experience in doing both.

All across Canada I've been working with different groups. I'm trying to wear the different group hats. I am in Ontario and that's my experience, but I am trying to wear the hat of freshwater and look at all aspects and possibilities in freshwater aquaculture. I've had groups from Manitoba. I'm very aware of the operation in Saskatchewan. I don't know if everybody is aware of what's out there in Canada — there's not very much in freshwater. There's a big operation in a man-made lake, Lake Diefenbaker, in Saskatchewan. As far as I know that's the only aquaculture of any import in Saskatchewan. They do about 2 million pounds a year. The operation is vertically integrated. I actually like it. It's a good operation. They have their own hatchery, their own grow-out and processing, all on the same site. There is not much going on in Manitoba. B.C. has one freshwater cage culture site. Is anybody from B.C. here? I forget.

Have you ever been to Lois Lake? It's near Powell River.

Senator Raine: No, but there's one also on Vancouver Island. I mean a fishery.

poissons en cage depuis 1984. Auparavant, j'ai dirigé pendant deux ans une écloserie dans le fleuve Fraser, où nous nous battions avez les grizzlis pour garder nos œufs de saumon. La grande partie de l'expérience que nous avons acquise a été à l'Université du Wisconsin, puis ensuite en Colombie-Britannique et, depuis les 30 dernières années, à l'île Manitoulin, où nous faisons l'élevage en cage de la truite arc-en-ciel. Je crois savoir que votre comité a beaucoup étudié l'aquaculture dans le passé et que vous connaissez très bien le domaine. C'est excellent.

Croyez-moi, je ne verrai aucune objection si vous m'arrêtez parce que je parle d'un sujet dont vous avez déjà longuement discuté.

Quoi qu'il en soit, j'ai pratiquement mis sur pied le premier système de recherche en Ontario pour faire l'élevage de la truite arc-en-ciel. Je me suis surtout livré à la pisciculture en cage, mais j'ai également, dans un cadre de recherche, fait de l'aquaculture en parcs clos. J'ai donc travaillé avec des écloseries et des systèmes d'élevage en circuit fermé.

Je pense que ce qui pourrait vous intéresser à l'heure actuelle, c'est que j'examine l'élevage en circuit fermé en tenant compte du facteur économique limitatif — ce qu'il en coûte pour exploiter ces systèmes.

En collaboration avec Vale — c'est la société minière à Sudbury, pour ceux qui ne le savent pas —, nous faisons de la pisciculture à 5 000 pieds sous terre dans un puits de mine abandonné. Dans un premier temps, c'est une façon d'essayer de surmonter les problèmes associés aux coûts de l'élevage en circuit fermé. D'après mon expérience, et malgré tout ce que j'ai fait, nous ne pouvons pas comparer le coût de l'élevage du poisson en circuit fermé, peu importe son efficacité, avec l'élevage en cage. Je peux vous le confirmer, puisque je fais les deux depuis 30 ans.

J'ai collaboré avec différents groupes de partout au pays. J'essaie de me mettre à leur place. Je suis en Ontario et c'est mon expérience, mais j'essaie de me mettre à la place de ceux qui font de l'aquaculture en eau douce et d'examiner tous les aspects et les possibilités. J'ai travaillé avec des groupes du Manitoba. Je connais très bien les exploitations en Saskatchewan. Je ne sais pas si tout le monde est courant de ce qui se fait au Canada dans ce domaine, mais il y a très peu d'exploitations piscicoles en eau douce. Il y a une importante exploitation dans un lac artificiel, dans le lac Diefenbaker, en Saskatchewan. À ma connaissance, c'est la seule qui a une certaine importance en Saskatchewan. Elle produit environ deux millions de livres de poisson par année. Elle est intégrée verticalement. Elle me plaît bien. C'est une bonne exploitation. Elle a sa propre écloserie, son propre site d'élevage et sa propre installation de transformation au même endroit. Il y a très peu d'activités piscicoles au Manitoba. La Colombie-Britannique a un site d'élevage en cage en eau douce. Y a-t-il quelqu'un ici qui vient de la Colombie-Britannique? Je ne me rappelle plus.

Êtes-vous déjà allée au lac Lois? C'est près de la rivière Powell.

La sénatrice Raine: Non, mais il y en a aussi une sur l'île de Vancouver. Je parle d'une pêcherie.

Mr. Meeker: A couple of closed containment, right? I've actually been there and talked to those people. The only freshwater cage culture is in Lois Lake. It's a man-made lake on the Sunshine Coast, up around Powell River.

So I'm working with them now. When I moved up to Manitoulin Island, there was no aquaculture and no cage culture. I was very lucky to have tolerant neighbours because what I was doing was pretty weird for them. Up on Manitoulin it was all beef farming, a little bit of dairy, hunting and fishing. It was all new. It was all different for them. I had great support from my neighbours, and so now really in freshwater aquaculture it's the centre of Canada.

Again, DFO has been enormously helpful for our operation, and I don't know if you're aware of the Experimental Lakes Area, but we've been doing some of the best research in the world at ELA with DFO. That's a thousand acres that was set aside by the federal government about 40 years ago. For me, the interesting and frustrating thing is the research we've been doing, despite being touted all over the world as cutting-edge stuff, is not being used in Canada anywhere near as much as it's being used all over the world. We did some research where we surgically implanted transponders in fish, released them and tracked their movements to simulate a loss. That information hasn't been used at all by the regulators in this country. But we've been asked to give tours or give talks and explain it in Sweden, Finland, Scotland, South America and South Africa.

One of the things I wrote in this little thing is that I think that the research we've done here in Canada, and particularly in Ontario, is cutting edge around the world. We decided as an association 10 or 15 years ago that to overcome some of the negative perceptions, we were going to take the high road and do science, and we've certainly followed through. I hope there will be some questions about the research we've done.

I said earlier that for those who know me, they know that I can talk for hours and hours. What I would really prefer, especially since you have all, as a group, done so much work already, is to try to answer as many questions as possible. With dialogue, one thing leads to another, so I'm going to cut this short, if that's okay. I can certainly add to it as we go along.

The Chair: Okay. Thank you, Mr. Meeker. I'm sure the dialogue will begin very quickly, and we'll go right to our deputy chair, Senator Hubley, for our first questions.

Senator Hubley: I don't want to alarm you in any way with this question, but I'm wondering if you might share with us some of the research you've been doing in northern Ontario.

M. Meeker: Vous parlez de quelques sites d'élevage en circuit fermé, n'est-ce pas? J'y suis allé et j'ai discuté avec les propriétaires. Le seul site d'élevage en cage en eau douce se trouve dans le lac Lois. C'est un lac artificiel situé à Sunshine Coast, près de la rivière Powell.

Je travaille avec eux à l'heure actuelle. Lorsque j'ai déménagé à l'île Manitoulin, il n'y avait pas d'aquaculture et de culture en cage. J'ai été très chanceux d'avoir des voisins tolérants, car ce que je faisais était très étrange pour eux. Là-bas, on ne faisait que de l'élevage du bœuf, mais il y avait aussi un peu de production laitière, de chasse et de pêche. C'était nouveau. C'était différent pour eux. Mes voisins m'ont énormément appuyé, si bien que maintenant, l'aquaculture en eau douce se fait au centre du Canada.

Le MPO a été d'une très grande aide à notre exploitation, et j'ignore si vous connaissez la Région des lacs expérimentaux, mais nous y effectuons parmi les meilleures recherches dans le monde en collaboration avec le MPO. C'est une région de centaines d'acres qui a été mise de côté par le gouvernement fédéral il y a environ 40 ans. Ce que je trouve intéressant et frustrant, c'est que les recherches que nous faisons, même si on les qualifie dans le monde entier comme étant à la fine pointe, sont loin d'être utilisées au Canada autant qu'elles le sont dans le monde entier. Nous avons fait des recherches où nous avons implanté des transpondeurs sur des poissons, que nous avons relâchés pour suivre leurs déplacements pour simuler une perte. Ces renseignements n'ont pas du tout été utilisés par les organismes de réglementation au pays. On nous a toutefois demandé de faire des visites ou d'organiser des exposés en Suède, en Finlande, en Écosse, en Amérique du Sud et en Afrique du Sud.

Une chose que j'ai entre autres écrite dans ce petit document, c'est que je pense que les recherches que nous avons effectuées au Canada, et surtout en Ontario, sont à la fine de pointe dans le monde entier. Nous avons décidé il y a 10 ou 15 ans que pour dissiper certaines de ces perceptions négatives, nous allions faire ce qui s'impose et mener des travaux scientifiques, ce à quoi nous n'avons décidément pas donné suite. J'espère que vous poserez des questions sur les recherches que nous avons réalisées.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, ceux qui me connaissent savent que je peux parler pendant des heures et des heures. Ce que je préférerais, puisque vous avez tous déjà beaucoup étudié le sujet, c'est d'essayer de répondre au plus grand nombre de questions possibles. En discutant, les questions vont s'enchaîner. Je vais donc m'arrêter ici, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Je peux certainement fournir plus de détails en cours de route.

Le président: D'accord. Merci, monsieur Meeker. Je suis certain que la discussion commencera très rapidement. Nous allons maintenant céder la parole à la vice-présidente, la sénatrice Hubley, qui posera les premières questions.

La sénatrice Hubley: Je ne veux absolument pas vous alarmer avec cette question, mais j'aimerais que vous nous parliez de certaines recherches que vous effectuez en ce moment dans le Nord de l'Ontario.

Mr. Meeker: Oh, no, I'm far from alarmed.

Senator Hubley: No, I'm kidding you.

Mr. Meeker: Where I grow my fish, where I started in 1984, is called Lake Wolsey. It is, in actual fact, a bay. In Ontario you can't grow fish — you can't do what we do — in enclosed inland lakes. It's a bay, and I think, almost certainly, that it's probably the most studied freshwater lake in Canada.

We've done the research. When you look at the issues, and I know you have, especially freshwater, you find that the principal one is phosphorus. We've done an enormous amount of work on Lake Wolsey and modelling for assimilative capacity for overall modelling of whole bays on phosphorus loading. We've done an enormous amount of work with four or five universities, Fisheries and Oceans Canada, the Ministry of Natural Resources, and the Ministry of the Environment. Of course the short answer is any operation is going to have an impact. We've been measuring the water quality for 30 years. Under our licence, we have to do a detailed water-quality monitoring program that needs to be passed into the Ministry of Natural Resources, which looks after our licence. It's then reviewed by the Ministry of the Environment.

In the 30 years that we've been doing this, I have never been in non-compliance with any of the water-quality testing that we have to do. It's important to point out that the water-quality testing we do was designed by the Ministry of the Environment, which is mandated in Ontario to look after water quality. They set it up the way they want to monitor whether our operations are having a measurable impact; and that's pretty critical. We've done so much work. When I first started, the lab technique was to measure down to parts per thousand, and it was zero. Now they routinely measure down to parts per quadrillion; and still there's no issue of non-compliance.

As an interesting example in my situation in Lake Wolsey, it's the most enclosed bay of any of the operations. You would expect to see some kind of impact. The phosphorus levels since 1984, and my operation's been ongoing, have dropped. The overall open water averages have dropped. I didn't come today with a whole bunch of scientific literature to throw out, but as a group we can provide all of this data if you want.

At one time up at the Experimental Lakes Area, on your question regarding studies, we had 20 graduate students doing different projects. They looked at bottom sediment, benthic organisms, and water quality from every perspective you could imagine. They studied the wild fish that were in the lake and what impact, if any, our operation had on them. From the perspective of a freshwater ecosystem, we studied everything that we thought we possibly could have any impact on. With all those PhDs and their assistants, at any one time we had 30 to 40 projects going;

M. Meeker: Oh, non, c'est loin de m'alarmer.

La sénatrice Hubley: Non, je plaisantais.

M. Meeker: Là où je cultive mon poisson, où j'ai commencé en 1984, c'est au lac Wolsey. C'est une baie, en fait. En Ontario, on ne peut pas cultiver le poisson — pas comme nous le faisons — dans des lacs intérieurs fermés. C'est une baie, et je pense que c'est probablement le lac d'eau douce le plus étudié au Canada.

Nous avons effectué des recherches. Quand vous examinez les enjeux, et je sais que vous l'avez fait, surtout en ce qui concerne l'eau douce, vous constatez que le phosphore est le principal problème. Nous avons énormément travaillé au lac Wolsey et évalué la capacité assimilative de baies entières quant aux charges en phosphore. Nous avons réalisé énormément de travaux avec quatre ou cinq universités, Pêches et Océans Canada, le ministère des Ressources naturelles et le ministère de l'Environnement. Bien entendu, la réponse courte, c'est qu'il y aura une incidence sur n'importe quelle exploitation. Nous évaluons la qualité de l'eau depuis 30 ans. En vertu de notre permis, nous devons mener un programme de surveillance stricte de la qualité de l'eau et transmettre les résultats au ministère des Ressources naturelles, qui s'occupe de nos permis. Les résultats sont ensuite examinés par le ministère de l'Environnement.

Nous sommes dans ce domaine depuis 30 ans, et je me suis toujours conformé aux tests de vérification de la qualité de l'eau que nous devons réaliser. Il convient de souligner que les tests que nous effectuons ont été conçus par le ministère de l'Environnement, qui a été mandaté en Ontario pour surveiller la qualité de l'eau. Il décide de la façon dont il veut procéder, que cela ait une incidence considérable ou non sur nos exploitations. C'est assez important. Nous avons tellement travaillé. À mes débuts, la technique en laboratoire consistait à mesurer les parties par millier, et le résultat était de zéro. On mesure maintenant régulièrement les parties par quadrillion, et il n'y a toujours pas de problème de non-conformité.

Pour vous donner un exemple intéressant de ma situation au lac Wolsey, je dois vous signaler que c'est la baie la plus fermée où il y une exploitation piscicole. On pourrait s'attendre à ce qu'il y ait une incidence quelconque. Les niveaux de phosphore depuis 1984, année où mon exploitation a démarré, ont baissé. Les moyennes d'eau libre ont diminué. Je n'ai pas apporté avec moi aujourd'hui des ouvrages scientifiques, mais nous pouvons certainement vous fournir ces données, si vous le voulez.

Dans la Région des lacs expérimentaux, pour répondre à votre question concernant les études, 20 étudiants diplômés menaient différents projets en même temps. Ils ont étudié les sédiments de fond, les organismes benthiques et la qualité de l'eau sur toutes les facettes imaginables. Ils ont étudié les poissons sauvages dans le lac et l'incidence, le cas échéant, que notre exploitation avait sur eux. Du point de vue d'un écosystème d'eau douce, nous avons étudié tous les facteurs qui, selon nous, pourraient avoir une incidence. Avec tous ces titulaires de doctorat et leurs assistants,

and that's all available on the DFO website for anybody who is interested.

I'll tell you something quickly regarding that work. A former colleague from the University of Wisconsin, where I went to school, did some research on mitigation of lake trout habitat, which is a big part of the work in Ontario. He was really excited because after 30 years of research in Lake 375, the positive impacts on the lake trout population were staggering. He didn't want to retire because that was the most interesting work he'd done.

In addition to that, we looked at all the ecosystems, not just the top-level predators. We also looked at the minnow population and the benthic organisms that live on the bottom. We studied all of that in great detail; more detail than I could handle, as it was pages and pages. There was no negative impact at all. We set this up to look at assimilative capacity, which I'm sure you've heard a ton about from other people. When we're looking at a lake in a freshwater ecosystem, we're looking at assimilative capacity: How much nutrient can you put in that body of water and not have an impact or change the trophic states of that body of water, whether mesotrophic, oligotrophic or eutrophic? We're dumping nutrients into the water because we need to know how much we can put in there before we make a change.

Senator Wells: Welcome, Mr. Meeker. It's an interesting story you tell.

You must have had a lot of challenges early on, especially if you're working in an aquatic environment like a mine shaft. What challenges did you have with respect to environmental permitting, operational issues, and the biomarkers from raising fish in a mine? Can you talk a little bit about that?

Mr. Meeker: The mine, in effect, was easy because it's really just to grow fish for stocking. It's the perception of the mine as they're doing this for their social licence, in effect.

Interesting about the mine is that when I first suggested it, everybody thought it was a crazy idea. But when you look at the practical aspects of what you need to grow fish — especially in closed containment, which I know you're familiar with — you have to be able to filter the water and you need heat. In this cold environment in particular you need to be able to heat the water; but 5,000 feet underground, the ambient temperature is 22 degrees Celsius, 24 hours a day, 365 days of the year. The mines consider that a waste and have to run massive air circulation systems to draw the heat out.

I was looking at it from the perspective of needing heat, and being free is an important part. I'm looking at some other opportunities with them to utilize things that are waste. Right de 30 à 40 projets avaient cours en même temps. Toutes ces données se trouvent sur le site web du MPO, pour ceux que cela intéresse.

Je vais vous dire quelque chose rapidement au sujet de ces travaux. Un ancien collègue de l'Université du Wisconsin, où j'ai fait mes études, a réalisé des recherches sur la réduction des répercussions sur l'habitat du touladi, ce qui constitue une bonne partie des travaux qui sont effectués en Ontario. Il était très emballé, car après 30 années de recherche dans le lac 375, les répercussions positives sur les populations de touladis étaient ahurissantes. Il ne voulait pas prendre sa retraite, car ces recherches étaient les plus intéressantes qu'il ait jamais réalisées.

Par ailleurs, nous avons examiné tous les écosystèmes, et non pas seulement les prédateurs de niveau supérieur. Nous avons aussi étudié les populations de ménés et les organismes benthiques qui vivent dans le fond des plans d'eau. Nous avons étudié toutes ces espèces de façon très approfondie. Il y avait plus de résultats que j'étais capable d'en traiter puisqu'il y en avait des pages et des pages. On n'a relevé aucun effet négatif. Nous avons examiné la capacité assimilative, dont vous avez sans doute beaucoup entendu parler. Lorsque nous faisions des recherches dans l'écosystème d'eau douce d'un lac, nous examinions la capacité assimilative. Quelle quantité de nutriments peut-on mettre dans un plan d'eau sans changer les états trophiques, que ce soit mésotrophe, oligotrophe ou eutrophe? Nous déversons des nutriments dans l'eau, car nous devons savoir les quantités que nous pouvons intégrer dans un plan d'eau avant qu'il y ait un changement.

Le sénateur Wells: Bienvenue, monsieur Meeker. C'est une histoire intéressante que vous nous racontez là.

Vous avez dû faire face à bien des défis au début, surtout étant donné que vous travaillez dans un milieu aquatique comme un puits de mine. À quels défis avez-vous été confrontés en ce qui a trait aux permis environnementaux, aux questions opérationnelles et aux biomarqueurs pour faire la culture du poisson dans une mine? Pouvez-vous nous parler un peu de ces défis?

M. Meeker: C'était facile dans la mine, car on ne faisait que cultiver le poisson pour l'ensemencement. C'est la perception de la mine et l'approbation sociale qui sont compliquées.

Ce qui est intéressant au sujet de la mine, c'est que la première fois que j'en ai fait la proposition, tout le monde pensait que c'était une idée farfelue. Mais si l'on examine les aspects pratiques et ce qu'il faut pour cultiver le poisson — surtout dans des circuits fermés, que vous connaissez bien —, il faut pouvoir filtrer l'eau et il faut de la chaleur. Dans ces températures froides, il faut pouvoir chauffer l'eau, mais à 5 000 pieds sous terre, la température ambiante est à 22 degrés Celsius, 24 heures par jour, 365 jours par année. Les mines considèrent que c'est du gaspillage et utilisent d'imposants systèmes de circulation de l'air pour capter la chaleur.

J'ai examiné la question en tenant compte qu'il faut de la chaleur, et le fait que ce soit gratuit est un facteur important. J'envisage d'autres possibilités avec ces exploitations pour utiliser now, any mine has water in it, and to continue to use the mine, they have to pump the water out. Frood-Stobie mine up there pumps literally millions of gallons of water a day out of the mine to make sure that it stays operable for the miners. That water is generally about 21degrees Celsius. It's an incredible resource of free heat for use; so I'm looking at that.

Were you asking specifically about just the underground or the difficulties when I first started farming fish in cages in Lake Wolsey?

Senator Wells: We're pretty familiar with the difficulties that people run into when they start up, but we're happy to hear about yours. Part of our task is to find out.

Mr. Meeker: That's why I was smiling. I sometimes don't even like to think about that. When I started up there, there was no one to ask or to talk to. I went over to Sweden for two years to play hockey, but I spent most of my time in Norway trying to figure out the industry because it was what I wanted to do. They were quite advanced at the time. But when I started, there was no one to ask. There was no one to say how to do it. I made mistakes and tried to fix them.

It's an unforgiving environment. For example, last year in the lake where I grow fish, we had 42 inches of ice, more than we've had in a long time. We had to keep that ice from freezing over to harvest and feed. I dive under the ice all winter. It's a pretty difficult environment to work in, and some of the fall storms can be big when you have to worry about spray ice. A lot of problems specific to that area were difficult to overcome.

Because of spring ice movement and the potential for damage, I designed the first submersible cage that I know of in North America for sure. We're still using the cages; and that was 12 years ago. In the spring when the ice starts to break loose from the shores and move, we submerge the cages below water level so that the ice can do whatever it wants to do.

I looked at all kinds of other options and tried other options. I got in icebreakers and all kinds of things. Nothing worked. If the ice is moving, there's only one way to be safe and protect your investment — be under the water so that the ice can go where it wants. So that's what we have done routinely for 12 years.

ces ressources gaspillées. À l'heure actuelle, il y a de l'eau dans toutes les mines, et pour continuer à exploiter la mine, il faut pomper l'eau. La mine Frood-Stobie pompe des millions de gallons d'eau par jour pour s'assurer que la mine reste opérationnelle pour les mineurs. La température de l'eau est d'environ 21 degrés Celsius. C'est une incroyable source de chaleur gratuite. Nous examinons cette possibilité.

Votre question portait-elle précisément sur la culture souterraine ou les difficultés auxquelles je me suis heurté lorsque j'ai commencé à faire la culture du poisson dans des cages au lac Wolsey?

Le sénateur Wells: Nous connaissons assez bien les difficultés auxquelles les gens se heurtent au début, mais nous serions ravis d'entendre quelles ont été les vôtres. Notre tâche consiste en partie à découvrir quels sont les problèmes.

M. Meeker: C'est pourquoi je souriais. Je n'aime pas me rappeler ces difficultés parfois. À mes débuts, je n'avais personne à qui poser des questions ou à qui parler. Lorsque je suis allé en Suède pendant deux ans pour jouer au hockey, j'ai passé le plus clair de mon temps en Norvège pour essayer de comprendre l'industrie, car c'est ce que je voulais faire. Les intervenants de l'industrie là-bas étaient très avancés à l'époque. Mais quand j'ai commencé, je n'avais personne à qui poser des questions. Personne ne pouvait me conseiller sur la façon de procéder. J'ai commis des erreurs et j'ai essayé de les corriger.

C'est un environnement impitoyable. Par exemple, l'année dernière, dans le lac où je fais de la pisciculture, il y avait une couche de glace de 42 pouces, un des niveaux les plus élevés que nous ayons connu depuis longtemps. Il fallait empêcher la glace de s'étendre afin de protéger les récoltes et la nourriture pour poisson. J'ai dû plonger sous la glace pendant tout l'hiver. C'est un environnement de travail très difficile, et certaines des tempêtes automnales peuvent être lourdes de conséquences parce qu'on s'inquiète de l'accumulation d'embruns givrés. Bon nombre des problèmes inhérents à cette région étaient donc difficiles à surmonter.

En raison du mouvement des glaces au printemps et des dommages qui pourraient en résulter, j'ai conçu une cage submersible; à ma connaissance, il s'agit de la première de son genre, du moins sûrement en Amérique du Nord. Nous utilisons toujours les cages, et ce, depuis 12 ans. Au printemps, lorsque la glace commence à se détacher du rivage et à se déplacer, nous submergeons les cages sous le niveau de l'eau pour que les morceaux de glace puissent bouger sans contrainte.

J'ai examiné toutes sortes d'autres options et je les ai mises à l'essai. Je me suis procuré des brise-glaces et tout le reste. Rien n'a fonctionné. Si la glace se déplace, il n'y a qu'une façon d'assurer la sécurité et de protéger son investissement : être sous l'eau pour que la glace se déplace librement. C'est donc ce que nous faisons systématiquement depuis 12 ans.

It eliminated the biggest risk in my environment for catastrophic loss, which of course we want to avoid for business reasons and for fish reasons.

Senator Wells: How long do you grow the fish? Obviously they overwinter, and you don't feed them.

Mr. Meeker: It has changed enormously since I started. When I first started in 1984, everyone wanted small three-quarter-pound fish, single serving. That was six months' worth of growth. As the market changed, people wanted fillets, because the average city person doesn't want to see the head, eyes, tails. They want a boneless fillet to eat, which I understand. As the market changed for us in Ontario, we started growing bigger fish. If I put a 50-gram, four- to five-inch fish in the water in May, in my situation I have a two-and-a-half-pound-plus fish by November of that same year. Some people are growing bigger fish, four to six pounds. If you do that, you have to look at the economics. Does it make sense to hold on to these fish for a whole winter when they're not growing? It works for us, but it changes economics.

Senator Wells: Thank you.

Senator Poirier: Again, thank you for being here, and welcome.

In some areas, maybe not in all areas, one of the big concerns we hear about in the aquaculture industry is the social aspect of the industry.

A lot of people view it as negative around their environment. You have been involved in aquaculture regions for many years. I am wondering, if it's something you've dealt with, how you overcome it? Are we making progress on it? Is it getting better with your concerns? What can we still do to have this industry more accepted in certain areas?

Mr. Meeker: That's a good question and probably the most important question, because we've overcome the issues we need to grow the fish. Now we need the social licence. The potential that we have to grow fish is enormous, and we're not coming close to fulfilling it in freshwater.

In answer to your question, the way I decided to overcome this was to invite people to my farm. You can take pictures, do talks like this, and I can go around, but what really tells the tale is that every year we have probably 40 to 50 government people come and tour our farms. That makes all the difference in the world because they're standing on the cages, looking at the fish, looking

Grâce à cette solution, nous avons pu éliminer le plus gros risque dans mon environnement, à savoir les pertes catastrophiques, ce que nous voulons évidemment éviter pour des raisons commerciales, mais aussi pour assurer la protection des poissons.

Le sénateur Wells : Combien de temps vous faut-il pour élever des poissons? Bien entendu, vous ne les nourrissez pas lorsqu'ils hivernent.

M. Meeker: Le contexte a beaucoup changé depuis que j'ai commencé à travailler dans le domaine. À mes débuts en 1984, tout le monde voulait des poissons de petite taille, de trois quarts de livre, ce qui représente une portion individuelle. L'élevage durait six mois. Puis le marché a commencé à évoluer : les gens voulaient acheter des filets, parce que le citadin moyen ne veut pas voir la tête, les yeux, la queue du poisson. Les consommateurs veulent manger du filet de poisson sans arête, et je peux comprendre cela. À mesure que le marché a changé en Ontario, nous avons commencé à élever de plus gros poissons. Si, au mois de mai, je place dans l'eau un poisson qui pèse 50 grammes et qui est long de 4 à 5 pouces, j'obtiendrai un poisson de 2,5 livres en novembre de la même année. Certaines personnes élèvent des poissons encore plus gros, de quatre à six livres. Dans pareils cas, il faut tenir compte des facteurs économiques. Est-il sensé de garder ces poissons pendant tout l'hiver, sachant qu'ils ne grandissent pas durant cette période? Cela fonctionne pour nous, mais les facteurs économiques varient.

Le sénateur Wells : Merci.

La sénatrice Poirier: J'aimerais, moi aussi, vous remercier d'être des nôtres et vous souhaiter la bienvenue.

Dans certaines régions, peut-être pas toutes, une des principales préoccupations dont nous entendons parler au sujet de l'aquaculture, c'est l'aspect social de l'industrie.

Beaucoup de gens considèrent que cette industrie a des répercussions négatives sur leur environnement. Vous travaillez dans les régions aquacoles depuis de nombreuses années. Je me demande s'il s'agit d'un problème que vous avez rencontré et, le cas échéant, comment vous l'avez surmonté. Faisons-nous des progrès en la matière? Les préoccupations se sont-elles atténuées? Que pouvons-nous faire de plus pour que cette industrie soit plus acceptée dans certaines régions?

M. Meeker: C'est une bonne question, et sans doute la plus importante, car nous avons surmonté les obstacles à l'élevage de poissons. Maintenant, nous devons obtenir l'approbation sociale. La pisciculture présente un énorme potentiel, et nous sommes loin de répondre à la demande sur le plan de l'élevage en eau douce.

Pour répondre à votre question, j'ai décidé de surmonter ce problème en invitant les gens à mon établissement piscicole. Ils peuvent prendre des photos, participer à des discussions comme celle-ci et visiter les lieux. Mais, par-dessus tout, nous recevons chaque année une quarantaine ou cinquantaine de fonctionnaires qui viennent visiter nos établissements. Cela fait toute la at the area and seeing birds flying and swimming around. They are seeing the wild fish, happy and healthy, swimming around the cages, and they see that there are not issues.

My policy is — and not all farmers do this but I have done it for 30 years — to bring people on the farm, show them what we do and be open to answer questions. I think you did have one other witness, which made me nervous; you described me as a guest, which is better than a witness. You had one other group here that made negative allegations. I haven't been able to look at them because I've been dealing with them for 15 years, and I didn't want to hear the same stuff.

They claim to represent 500,000 people. In an average year at my farm I will have 500 people stop in for tours. We try to accommodate them all, and for the most part, we do. I also have government tours, school tours, all kinds of tours. The interesting thing is that a significant number of those people, of the 500 that drop in every year, are members of that association. I have them on the farm and I ask if they are aware that the executive of their group is speaking against aquaculture, and inevitably the answer is no, they didn't know that. These are people who have cottages around our areas, live on the lakes and come to see us.

The biggest answer to your question is that openness — our association has tried to do it — combined with taking the high road in science in the scientific research we've done. You asked that question, and I think it's so critical. If the decisions are made on science as opposed to emotion, we can answer all the questions. We can furnish all the data. It is not just my word. We've got the data. It is a two-part thing. First of all, it's the education and having the science, but second, we've done that for 10 years and it hasn't really been as effective as we thought it would be, to be honest. Now it's just that openness of working with the public.

You ask if I have had problems. No, not with anybody who lives on Manitoulin Island, my neighbours. Some are people who come in to go fishing or have cottages. Do I have any problems? Absolutely none. That's the truth.

The only problems we have are the perceived opinions of people who don't live anywhere near us and for the most part don't even know what a farm looks like, have never been on a farm. That's a difficult perception to change for us, and we're still struggling with how to do that effectively. I've been president of our association for so long that I can't remember when it started, probably far longer than anybody wanted me to be. I always missed the elections when they were going to elect a new president, so I've been stuck with it for a long time. Even back 12 years ago, we were asking the same question you just did, and

différence du monde : les visiteurs sont là, sur les cages, en train de regarder les poissons, d'admirer le paysage et les oiseaux dans le ciel et à la surface de l'eau. Ils voient les poissons sauvages en pleine santé nager allègrement autour des cages, et ils se rendent compte qu'il n'y a pas de problèmes.

J'ai pour politique d'amener les gens sur les lieux, de leur montrer ce que nous faisons et d'être disposé à répondre aux questions — ce ne sont pas tous les exploitants d'établissements piscicoles qui suivent cette approche, mais c'est ce que je fais depuis 30 ans. Vous avez d'ailleurs entendu un autre témoin, et cela m'a rendu nerveux; en tout cas, vous m'avez décrit comme un invité, ce qui est mieux qu'un témoin. Vous avez reçu ici un autre groupe qui a fait des allégations défavorables. Je n'ai pas pu suivre le témoignage de ces gens, car cela fait 15 ans que je me débats avec eux, et je ne tenais pas à entendre les mêmes histoires.

Ce groupe affirme représenter 500 000 personnes. Chaque année, j'accueille, en moyenne, 500 visiteurs. Nous essayons de les recevoir tous et, la plupart du temps, nous y arrivons. J'organise aussi toutes sortes de visites guidées à l'intention des fonctionnaires, des écoles, et cetera. Fait intéressant, un nombre important de ces 500 visiteurs qui viennent nous voir chaque année sont membres de l'association dont je viens de parler. Je les reçois dans mon établissement et je leur demande s'ils savent que la direction de leur association se prononce contre l'aquaculture et, invariablement, ils me répondent que non.

En somme, la meilleure réponse à votre question, c'est l'ouverture — notre association en a fait l'essai —, conjuguée à la grande voie de la science grâce aux recherches que nous avons réalisées. Vous avez posé une question qui, selon moi, est cruciale. Si nous prenons des décisions en nous appuyant sur la science plutôt que les émotions, nous serons en mesure de répondre à toutes les questions. Nous pouvons fournir toutes les données. Les gens n'ont pas à se fier à ma parole, car nous avons les données. Cette question comporte deux volets. D'abord, il y a l'éducation et la science, mais ensuite, il y a le fait que nous réalisons des recherches depuis 10 ans; pour vous dire bien franchement, les résultats n'ont pas été aussi efficaces que nous le pensions. Maintenant, il faut tout simplement une ouverture à travailler avec la population.

Vous voulez savoir si j'ai rencontré des problèmes. Non, pas avec les résidents de l'île Manitoulin, mes voisins. Certains d'entre eux viennent dans la région pour pêcher ou parce qu'ils y ont des chalets. Me causent-ils des problèmes? Absolument pas. C'est la vérité.

Le seul problème auquel nous nous butons, c'est la perception des gens qui ne vivent pas près de chez nous et qui, pour la plupart, ne savent même pas à quoi ressemble un établissement piscicole et qui n'y ont jamais mis le pied. C'est difficile à changer comme perception, et nous peinons toujours à trouver un moyen d'y arriver efficacement. Je préside notre association depuis si longtemps que je ne me rappelle pas quand le tout a commencé — je suis là probablement depuis bien plus longtemps qu'on l'aurait voulu. J'ai toujours manqué les élections quand les membres devaient élire un nouveau président; en tout cas, je suis pris avec

at that time, we made that decision, take the high road with science, try to be open. We felt we've done it reasonably effectively, but have we changed things as much as we'd like? No.

Hopefully you have some suggestions of how we can do better. I don't know if I answered your question. It was a good one, by the way, because it kind of runs our lives. I spend the day feeding the fish and working, and then I go to bed, lay there grinding my teeth and think, how will we change this attitude? We're sitting on an incredible situation. I've gone to meetings for our association all over the world, and I've talked to people from literally everywhere — Finland, Scotland, Ireland, Sweden, South America, South Africa, Poland, Ireland, Italy and central European countries. Did this committee go, for example, to Germany and Spain, Portugal, Turkey?

The Chair: We went to Norway and Scotland.

Mr. Meeker: I go to these meetings and people say to me, "You're from Canada, what's wrong you guys?" We look at the natural water resources they do, and look at what we have, and we're not even on the radar in production particularly if you look at freshwater. We have a thousand times the resources of a country like Italy, and they grow a thousand times more fish than we do in an economically and environmentally sustainable way. It's embarrassing to go to these meetings. Not that it matters to this group, but when they say what's wrong with you guys, I give the same answer I gave you. We're not really sure. We don't understand why we're not moving ahead.

Senator Munson: Is it regulation?

Mr. Meeker: Yes.

Senator Munson: Can you give us an idea of what we can do about that regulation? It leads into the point that you had in your speaking notes, the thousand times figure.

Mr. Meeker: Yes. I want to think of how to put this. I've been dealing with it for a long time and from various angles so to stand back and look at it dispassionately, it is regulation. Plain and simple. It seems like if the precautionary principle, as we understand it, was followed, we would have no problems, the way we feel that it has to happen in Ontario. I also want to make clear, and it adds to your question, that with all the travelling I've done around the world, in Ontario we have the most stringently regulated aquaculture industry in the world. No doubt about it. The testing that we do for our licence conditions is as stringent as anywhere in the world. We as a group have no problem with that. But as we understand the precautionary principle, and as we feel the government needs to follow through on it, allow us to grow.

cette fonction depuis longtemps. Il y a 12 ans, nous nous posions déjà la même question que vous venez de soulever et, à cette époque, nous avons pris la décision d'emprunter la grande voie de la science et d'essayer d'être ouverts. À notre avis, nous nous sommes raisonnablement bien débrouillés, mais avons-nous réussi à changer les choses autant que nous l'aurions souhaité? Non.

Espérons que vous aurez des suggestions sur la façon dont nous pouvons améliorer la situation. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. C'est une bonne question, soit dit en passant, parce que notre survie en dépend. Je passe la journée à nourrir les poissons et à travailler, puis quand je vais au lit le soir, je reste là, à grincer des dents et à me demander comment nous allons modifier cette attitude. Nous nous trouvons dans une situation incroyable. J'ai assisté à des réunions partout dans le monde pour représenter notre association, et j'ai parlé à des gens de pratiquement tous les coins du monde — Finlande, Écosse, Irlande, Suède, Amérique du Sud, Afrique du Sud, Pologne, Irlande, Italie et Europe centrale. Votre comité est-il allé, par exemple, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, en Turquie?

Le président : Nous sommes allés en Norvège et en Écosse.

M. Meeker: Quand je vais à ces réunions, les gens me disent: « Vous venez du Canada, qu'est-ce qui ne va pas, les gars? » Nous comparons nos ressources naturelles en eau à celles des autres pays, et nous ne sommes même pas dans le collimateur pour ce qui est de la production, surtout dans le cas de l'eau douce. Nous avons mille fois plus de ressources qu'un pays comme l'Italie, et pourtant, l'Italie cultive mille fois plus de poissons que nous, et ce, de façon durable sur le plan économique et environnemental. C'est gênant d'aller à ces réunions. De toute façon, ce n'est pas important pour ce groupe, mais quand les autres nous demandent ce qui ne va pas, je leur donne la réponse que je viens de vous fournir. Nous ne le savons pas trop. Nous ne comprenons pas pourquoi nous ne faisons pas de progrès.

Le sénateur Munson : Est-ce à cause de la réglementation?

M. Meeker: Oui.

Le sénateur Munson: Pouvez-vous nous donner une idée des mesures que nous pouvons prendre sur le plan de la réglementation? Cela rejoint l'argument que vous avez fait valoir dans vos observations, à savoir le multiple de 1 000.

M. Meeker: Oui. Je me demande comment je pourrais formuler ma pensée. Je travaille sur ce dossier depuis longtemps et j'ai examiné la question sous divers angles, histoire de prendre du recul et de faire preuve d'impartialité: oui, c'est à cause de la réglementation. Aussi simple que cela. Au sens où nous l'entendons, si le principe de précaution était respecté, nous n'aurions pas de problèmes; selon nous, c'est ce qui s'impose en Ontario. Pour revenir à votre question, je tiens également à préciser — et je parle en connaissance de cause grâce à tous les voyages que j'ai faits partout dans le monde —, que l'industrie de l'aquaculture en Ontario est assujettie à la réglementation la plus rigoureuse du monde. Cela ne fait aucun doute. Les essais que nous menons pour établir nos conditions de permis sont aussi stricts que ceux réalisés partout ailleurs dans le monde. Notre

We will monitor the way we are, and we'll use the principle of adaptive management. If we grow and we find that we are having an impact because we measure everything, then we'll use adaptive management, which is a precautionary principle to us. We'll figure out what's going on and do what we have to do to mitigate whatever the effect is that's perceived to be or is a negative.

Senator Munson: Who are you saying "allow us to grow" to?

Mr. Meeker: I will add to that, because there has been some positive movement in the last short period of time. I couldn't have told you this when I came last December, but our licence is with the MNR — the Ministry of Natural Resources in Ontario — which is provincial, and they work with the Ministry of the Environment on the water-quality issues.

The Ministry of Natural Resources never wanted — I have seen the last nine ministers personally and gone to their offices and talked to them. I can't remember all their names. I didn't know it was nine until Karen told me, but in each conversation they said that we support your industry as a legitimate user of the resource, and we want to see it grow, with the caveats that we use it in a sustainable and a non-environmentally damaging way, which is exactly what we want.

The regulatory agency, the MNR, didn't want to be the lead regulatory agency in aquaculture, because each and every minister told me that it's one of their many portfolios and probably the smallest one. We want it to be bigger. When you look at what the MNR does, it's wild fisheries management, forestry and mining. It is an enormous responsibility, and we're a small part.

From the perspective of what we do, the mandate of the Ministry of Natural Resources is only looking at wild fish populations. We have nothing to do with the wild fish populations. So it's difficult to get them to make decisions and move forward with this precautionary principle because, first of all, we're a small part of the decision-making process, and we just haven't been able to get that. For 10 years we've said it's the only thing we need to grow. We have the expertise. Right now we're importing millions and millions of pounds of rainbow trout into the province of Ontario that we could grow here, and we're importing millions of pounds from Chile, Argentina and Peru. It is crazy, looking at it from that perspective.

groupe n'y voit pas d'inconvénient. Mais, d'après notre interprétation du principe de précaution et d'après notre opinion quant à l'orientation que le gouvernement doit prendre, nous demandons ceci : permettez-nous de croître.

Nous surveillerons nos activités, et nous utiliserons le principe de la gestion adaptative. Si nous découvrons que nos activités ont une incidence, parce que nous mesurons tout, nous utiliserons la gestion adaptative, qui constitue, selon nous, un principe de précaution. Nous déterminerons ce qui se passe et nous ferons ce qui s'impose pour atténuer l'effet qui est perçu ou qui est négatif.

Le sénateur Munson : À qui adressez-vous cette requête?

M. Meeker: Permettez-moi d'abord d'ajouter un point, parce que nous avons constaté dernièrement un certain changement positif. Je n'aurais pas pu vous le dire lors de mon témoignage en décembre dernier, mais nous avons obtenu notre permis auprès du MRN— le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario—, à l'échelle provinciale, et ses représentants travaillent avec le ministère de l'Environnement de la province sur les questions liées à la qualité de l'eau.

Le ministère ontarien des Ressources naturelles n'a jamais voulu s'en occuper — j'ai personnellement rencontré les neuf derniers ministres et je suis allé à leur bureau pour m'entretenir avec eux. Je ne me souviens pas de tous leurs noms. Je ne savais même pas qu'il y en avait eu neuf; c'est Karen qui m'en a informé. En tout cas, dans chacun de mes entretiens avec eux, ils ont fait savoir qu'ils appuient notre secteur, qu'ils le reconnaissent comme utilisateur légitime des ressources et qu'ils veulent en assurer la croissance, à condition que nous utilisions les ressources de façon durable, sans aucun dommage pour l'environnement. Et c'est exactement ce que nous voulons.

L'organisme de réglementation, le MRN, ne voulait pas être le principal responsable de la réglementation dans le domaine de l'aquaculture parce que, comme chacun des ministres me l'a expliqué, parmi les nombreux dossiers qui relèvent du MRN, l'aquaculture représente sans doute le plus petit portefeuille. Nous voulons qu'elle occupe une plus grande place. Le MRN s'occupe plutôt de la gestion de la pêche sauvage, de la foresterie et de l'exploitation minière. C'est une responsabilité énorme, et nous n'en représentons qu'une partie infime.

Du point de vue de nos activités, le ministère des Ressources naturelles a pour mandat d'examiner uniquement les populations de poissons sauvages. Nous n'avons rien à voir là-dedans. Il est donc difficile d'amener le ministère à prendre des décisions et à adopter ce principe de précaution parce que, tout d'abord, nous représentons une petite partie du processus décisionnel et, ensuite, nous n'avons pas réussi à le faire. Nous répétons depuis 10 ans que c'est la seule chose dont nous avons besoin pour prendre de l'expansion. Nous avons le savoir-faire. À l'heure actuelle, l'Ontario importe des millions et des millions de livres de truite arc-en-ciel en provenance du Chili, de l'Argentine et du Pérou; pourtant, nous pourrions en produire autant ici. C'est complètement fou, quand on y pense.

The only thing standing in our way is getting the regulatory set-up so that it can be followed by us and by the regulatory agencies. It sounds simple and should be, but we've been working on it for 10 years.

We started working on the sediment policy guidelines eight years ago. I've been on that committee for eight years. If fish poop falls down onto the lake, what's an acceptable level? You guys have probably heard all about this on the East and West Coasts, I'm sure. In freshwater it's not that different, but we have fewer benthic organisms that we impact. We've been studying in great detail the benthic effects that our operations have.

We tried to put together the policy that we need, starting eight years ago, and we're still not there. It's just political will.

Senator Munson: You referenced cutting-edge research in your opening remarks, and you talked about the information being used by other countries, and I think you used the words "to their benefit."

Mr. Meeker: Absolutely.

Senator Munson: What is that benefit, and why has it not been used here, and is this program still under way in the Experimental Lakes Area, or is that all over?

Mr. Meeker: Unfortunately, the Experimental Lakes Area, I don't know how many people know that history, but to stick to how it relates to us, we did a five-year study where we had fish in the water for five years. We looked at doing work before we put the cages in the water, and then we studied it after we took the fish out. That was part of the plan, to see the impact we would have on a known body of water. The people at the Experimental Lakes Area check this lake and have for 30 years; they know virtually every lake trout in the lake, almost by name. It's an ideal situation because they have done work, and they knew how much phosphorous you can add to a body of water this size and change it.

You asked where is it being used? Well, all over the world because the sediment work done there is enormously important, and it's being used in all the other countries, I've been told personally from representatives of these other countries, to deal with the regulatory issues they have in their own countries. It's partly social licence, but more important is the scientific questions that we've been working on and have done the research for, and it's being used there.

Le seul obstacle qui se présente à nous, c'est l'établissement d'une réglementation pour que ce principe soit observé par notre industrie et par les organismes de réglementation. Cela semble assez simple et cela devrait l'être, mais nous y travaillons depuis 10 ans.

Il y a huit ans, nous avons commencé à élaborer les lignes directrices sur les sédiments. Je siège au comité chargé de ce dossier depuis huit ans. Nous essayons notamment de déterminer quel est le niveau acceptable de déjections de poissons au fond des lacs. Vous avez probablement entendu parler de toutes ces questions sur les côtes Est et Ouest, j'en suis sûr. Dans l'eau douce, la situation n'est pas si différente, mais nos activités ont une incidence sur un nombre moins élevé d'organismes benthiques. Nous étudions de très près les effets de nos activités sur les organismes benthiques.

Nous avons essayé d'élaborer, il y a huit ans, la politique dont nous avons besoin, mais nous n'avons toujours pas réussi à la faire adopter. C'est une question de volonté politique.

Le sénateur Munson: Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé des recherches à la fine pointe et de l'information utilisée par d'autres pays; si je ne me trompe pas, vous avez dit que c'était à leur avantage.

M. Meeker: Absolument.

Le sénateur Munson: En quoi consiste cet avantage, et pourquoi n'en a-t-on pas profité ici? Par ailleurs, ce programme est-il toujours en cours dans la Région des lacs expérimentaux, ou a-t-il pris fin?

M. Meeker: C'est malheureux, et j'ignore combien de gens connaissent cette histoire en ce qui concerne la Région des lacs expérimentaux, mais je m'en tiendrai aux points qui nous touchent. Nous avons réalisé une étude de cinq ans, dans le cadre de laquelle nous avons laissé des poissons dans l'eau pendant cinq ans. Nous avons essayé de faire le travail avant d'installer les cages dans l'eau, puis nous en avons étudié l'état après avoir enlevé les poissons de l'eau. Cela faisait partie du plan, car nous voulions déterminer l'impact de nos activités sur le cour d'eau concerné. Les responsables de la Région des lacs expérimentaux vérifient ce lac depuis 30 ans; ils connaissent pratiquement toutes les truites arc-en-ciel qui se trouvent dans le lac, presque par leur nom. C'est une situation idéale parce qu'ils ont déjà fait le travail; ainsi, ils savent combien de phosphore on peut ajouter à un cours d'eau de cette taille et en changer la composition.

Vous vouliez savoir où ces données sont utilisées. Eh bien, partout dans le monde, parce que le travail sur les sédiments effectué là-bas est très important. Les résultats de cette recherche sont utilisés dans tous les autres pays, d'après ce que m'ont dit les représentants de ces pays, afin de régler les questions réglementaires auxquelles ils font face. C'est, en partie, une forme d'approbation sociale, mais ce qui importe encore davantage, ce sont les questions scientifiques sur lesquelles nous nous penchons, et ces données sont utilisées ailleurs.

As I said, we looked at water quality. We looked at phosphorous in particular because that's the limiting agent for algal growth in freshwater. It's important. We also looked at how it changes conductivity in pH and virtually every aspect of water quality if you are analyzing an ecosystem, but we also looked at the fish populations.

That research is being used all over the world, but it doesn't seem to be helping us, and it's being printed. DFO puts it out. It's available to the public. We try to talk about it as an industry and association every chance we get, but we're failing to be the best PR we can be for our own industry.

Senator Meredith: Thank you, Mr. Meeker. I appreciate your presentation and the fact that you're from Ontario and you're working away and you're a businessman, and I hear all you're saying. With respect to if you had the perfect regulatory environment, how much fish would you be able to produce in Ontario? Can you quantify production?

You talked about the cost of operations and barriers to entry and the number of people that are in your association. If you quantify that, if we were to ensure we had the perfect regulatory environment, what would that production look like in terms of mitigating the imports coming in right now?

Mr. Meeker: That's a good question, and it leads into something I should have mentioned before.

Senator Meredith: Answer both of them.

Mr. Meeker: To combat the alarmist questions, the only other group we have to deal with that's negative about our industry in Ontario — and you have met representatives from that other group — we have said we'd like to grow 10 per cent per year, roughly, because it's controlled growth.

What potential do we have for growth? It's enormous. I don't know if you're aware of the paper that came out recently regarding the Great Lakes, and they finally acknowledged what the people who live on the water every day and fish it say, which is that there is an enormous deficit of nutrients. The scientists working on it describe the Great Lakes — and I see it and believe and know it, too — as biological deserts. This paper was written by the NOAA, the National Oceanic and Atmospheric Administration, and various other regulatory agencies. I think it was labelled Feast and Famine in the Great Lakes, if you want to look it up, but there are very small areas of the Great Lakes where there's runoff and enough nutrients to support populations of phytoplankton and zooplankton, which is the principal source of food for all the fish. Anyway, most of the other Great Lakes are one great big biological desert, what they call "hyperoligotrophic," a fancy term for lack of nutrients.

Comme je l'ai dit, nous avons examiné la qualité de l'eau, en particulier le phosphore, parce qu'il s'agit d'un agent qui limite la croissance d'algues dans l'eau douce. C'est important. Nous avons également étudié comment le phosphore modifie la conductivité, le pH et presque chaque aspect de la qualité de l'eau qui entre en ligne de compte dans l'analyse d'un écosystème, mais nous avons aussi examiné les populations de poissons.

Cette recherche est utilisée partout dans le monde, mais cela ne semble pas nous aider, même si les données sont publiées. En effet, le MPO les rend publiques. Elles sont mises à la disposition du public. Nous essayons d'en parler au sein de notre industrie et de notre association chaque fois que nous en avons l'occasion, mais nous ne sommes pas les meilleurs spécialistes en relations publiques pour notre industrie.

Le sénateur Meredith: Merci, monsieur Meeker. Je vous sais gré de votre présentation et je comprends que vous êtes un homme d'affaires originaire de l'Ontario qui travaille loin de chez lui. Votre message est clair. Dans un cadre réglementaire parfait, combien de poissons seriez-vous capable de produire en Ontario? Êtes-vous en mesure de quantifier la production?

Vous avez parlé du coût des opérations, des obstacles à l'accès au marché et du nombre de personnes qui font partie de votre association. Si vous quantifiez ces éléments, dans un cadre réglementaire parfait, à quoi ressemblerait cette production pour ce qui est d'atténuer les importations actuelles?

M. Meeker: C'est une bonne question, qui nous amène à un point que j'aurais dû soulever avant.

Le sénateur Meredith : Répondez aux deux questions.

M. Meeker : Pour contrer les questions alarmistes du seul autre groupe opposé à notre industrie en Ontario avec lequel nous devons en découdre — vous en avez d'ailleurs rencontré des représentants —, nous avons dit que nous visions une croissance, en gros, de 10 p. 100 par année parce qu'elle serait contrôlée.

Notre potentiel de croissance est énorme. J'ignore si vous avez entendu parler de l'article qui a paru récemment au sujet des Grands Lacs, mais ses auteurs reconnaissent enfin que les riverains et les pêcheurs ont raison lorsqu'ils parlent de l'existence d'une carence énorme en éléments nutritifs. Les scientifiques qui étudient la question décrivent les Grands Lacs comme des déserts biologiques. C'est aussi mon constat, alors j'abonde dans le même sens. Cet article a été rédigé par la NOAA, la National Oceanic and Atmospheric Administration, et divers autres organismes de réglementation. Je crois qu'il a pour titre Feast and Famine in the Great Lakes, si vous voulez le consulter, mais dans des petites zones des Grands Lacs, il y a des eaux de ruissellement et suffisamment d'éléments nutritifs pour alimenter des populations de phytoplancton et de zooplancton, principales sources d'aliments pour l'ensemble des poissons. Quoi qu'il en soit, la majeure partie des autres Grands Lacs constitue un immense désert biologique, ce que l'on qualifie d'« hyperoligotrophique », un adjectif savant pour parler d'une carence en éléments nutritifs.

What we found in every single cage site, mine included, is that we're beneficial to the wild fish populations that are around, and even more so recently because that lack of nutrients has gotten worse, all over the Great Lakes. If you talk to most of the scientists, productivity on almost every fish species has dropped by 50 to 90 per cent. There is virtually no fishing left around the island any longer where I am, and that is what the whole island thrived on, fishermen coming up to fish.

What is our potential? I look at that from two aspects, number one being environmental, which is of course what we always look at first. Because of the lack of nutrients and what we have learned about how big an operation we should put in one particular place, we know now that the assimilative capacity of the bays where we are growing fish is enormous, but we still want to keep the farms relatively small, compared to the ocean operations you've seen. We're growing roughly 12 million pounds per year in cages in northern Ontario, and that's our whole provincial production. As I'm sure you've learned, there is maybe one cage site in ocean conditions. That's the whole province's production in the Great Lakes.

From an environmental perspective, if the sites were put in the right place, which we know a significant amount about now — of course, when I started 30 years ago, we didn't know what was a good site or the impact it would have. We know an awful lot now so that we can put these sites in and scatter them around, but we could be doing 10 times what we are doing now, and what we're talking about wouldn't even be a drop in the bucket.

Senator Meredith: How many sites could you actually put in right now without disturbing the environment in any way?

Mr. Meeker: If they were sited correctly, like I said, 20 by tomorrow.

The economic aspect is the second part. Our last market study showed we are probably still importing 4 million to 5 million pounds of rainbow trout. This is why I said your question is good, because it leads into alternative species, which I want to talk about as well.

Speaking only about rainbow trout, which is principally what we grow now, we could grow 10 times as many as we are doing now. Currently I'm the only organic rainbow trout grower in Canada, according to the Canadian standards. We're just finding out the enormous potential for organic rainbow trout. Organic is a niche market, but it's enormous. We sold out at a million-pound site. We could grow an awful lot more organic and a lot more of

Ce que nous avons constaté dans chaque site d'élevage en cages, y compris le mien, c'est que nos efforts profitent aux populations de poissons sauvages environnantes, à plus forte raison dernièrement puisque les carences ont empiré partout dans les Grands Lacs. La plupart des scientifiques vous diront que, dans le cas de presque toutes les espèces de poissons, la productivité a chuté de 50 à 90 p. 100. On ne pêche pratiquement plus autour de l'île où j'habite, et la pêche était l'un de ses principaux moteurs économiques.

Quel est notre potentiel? J'aborde la question sous deux angles : premièrement l'aspect environnemental, qui est, bien sûr, toujours prioritaire. Compte tenu de la carence en éléments nutritifs et de ce que nous avons appris concernant la taille de l'exploitation que nous devrions mettre en place à un endroit en particulier, nous savons maintenant que la capacité d'assimilation des baies où nous élevons des poissons est énorme, mais nous voulons garder les élevages petits comparativement aux exploitations que vous avez vues dans l'océan. Nous élevons environ 12 millions de livres par année de poissons en cages dans le nord de l'Ontario, ce qui représente la totalité de la production provinciale. Comme vous le savez certainement, il existe peut-être un site d'élevage en cages dans des conditions océaniques. Cela représente l'ensemble de la production provinciale dans les Grands Lacs.

Du point de vue environnemental, si les sites étaient mis en place au bon endroit, question sur laquelle nous sommes maintenant très bien renseignés — bien sûr, à mes débuts il y a 30 ans, nous ignorions ce qu'était un site propice ou l'incidence qu'il aurait. Nous sommes maintenant drôlement bien informés, alors nous pouvons répartir ces sites, mais nous pourrions en faire 10 fois plus que maintenant et nos efforts n'équivaudraient même pas à une goutte d'eau dans l'océan.

Le sénateur Meredith : Combien de sites pourriez-vous mettre en place à l'heure actuelle sans nuire à l'environnement de quelque façon que ce soit?

M. Meeker: S'ils étaient bien placés, comme je l'ai mentionné, 20 d'ici à demain.

L'aspect économique est la deuxième partie. Notre dernière étude de marché a révélé que nous importons toujours probablement entre 4 et 5 millions de livres de truites arc-enciel. Voilà pourquoi j'ai dit que c'était une bonne question, car elle nous amène à parler des autres espèces, sujet que j'aimerais aussi aborder.

Si on ne parle que de la truite arc-en-ciel, espèce principale que nous élevons en ce moment, nous pourrions décupler notre production actuelle. En ce moment, je suis le seul éleveur de truites arc-en-ciel biologiques au Canada, selon les normes canadiennes. Nous venons juste de découvrir l'énorme potentiel de ce type d'élevage. Les produits biologiques représentent un marché à créneaux, mais il est énorme. Nous avons écoulé la

what we call our normal rainbow trout, which is as good as anybody's in the world, 10 times what we are doing now.

It was interesting. When I first started growing rainbow trout, our numbers were so small. We would reach a threshold and wonder what we would do with the rest of the fish because we were just selling to small restaurants and small fish markets, and they loved them. But what we realized is Loblaws and Sobeys will not even look at you until you can produce a threshold number of fish. So each and every time our industry, as it has grown, has reached that threshold, all it has done is catapult us up to the next threshold and allow us to get into markets we couldn't touch before — they were not interested — because we were nowhere near producing the volumes of fish they needed for them to even look at us, like Costco and Sysco. They want volume, and they need to have it all the time, such as on a yearly basis. We can do that; that's what we're good at.

If you look at alternative species, which I haven't even talked about yet —

Senator Meredith: Talk to us about the species and also if you are susceptible to diseases in any way. How does that impact on your production?

Mr. Meeker: I will deal with the disease issue right off the bat with rainbow trout. We have never had a disease issue, and that's in 30 years of my experience. The only things we deal with are the bacterial infections that are indigenous to the Great Lakes. When I first started, the worst so-called disease issue we had was called columnaris gram-negative bacteria. It's the largest killer of freshwater wild fish in the Great Lakes. It's out there and indigenous to the waters.

Initially, that was our biggest problem. We haven't had the kind of horror story issues with disease that you have seen in other places around the world. We're careful about what fish we bring in. We're limited by federal fisheries regulations. If we're going to bring in brute stock, fish, eggs or whatever from somewhere else, they have to go through a quarantine process, and we are nervous about bringing stuff in from somewhere else that might add something that's not indigenous to the waters where we grow the fish.

We've never had any disease problems. In my case, for the last eight years — and I feel this is the proof in the pudding — I have not used any antibiotics. Zero. That's indicative of not having a disease problem. Most of the other fish farmers in my area, because we've learned things about maximum densities of fish to grow, when to handle and not handle the fish — I'm sure you've heard many aspects of husbandry from other farmers, but speaking for myself, I haven't used antibiotics in eight years now. This was the eighth year. We're going to be careful about bringing in anything from anywhere else.

totalité de nos stocks dans un site qui produit un million de livres de poissons. Nous pourrions produire 10 fois plus de poissons biologiques et de truites arc-en-ciel dites « normales », qui sont aussi bonnes que celles que l'on trouve ailleurs dans le monde.

C'était intéressant. Lorsque j'ai commencé à élever des truites arc-en-ciel, notre production était très modeste. Nous atteignions un seuil et nous nous demandions ce que nous ferions avec le reste du poisson, car nous n'approvisionnions que les petits restaurants et les petits marchés poissonniers, qui les aimaient. Cependant, nous avons pris conscience du fait que Loblaws et Sobeys ne s'intéresseront pas à vous à moins que vous puissiez produire une certaine quantité de poissons. Alors chaque fois que notre industrie, au fil des ans, a atteint ce seuil, cela n'a eu pour effet que de nous catapulter vers le seuil suivant et de nous permettre de pénétrer les marchés qui nous étaient jusqu'alors inaccessibles — ils n'étaient pas intéressés — parce que notre production était beaucoup trop faible pour qu'ils fassent attention à nous, comme Costco et Sysco. Ils veulent du volume et ils en ont besoin en tout temps, à l'année. Nous pouvons le faire; c'est notre point fort.

Si vous prenez les autres espèces, dont je n'ai même pas encore parlé...

Le sénateur Meredith : Parlez-nous des espèces et dites-nous aussi si votre élevage est sujet, de quelque façon que ce soit, à des maladies. Quelle incidence cela a-t-il sur votre production?

M. Meeker: Je vais commencer par vous parler des maladies qui affectent la truite arc-en-ciel. En 30 ans, je n'ai jamais eu de cas de maladies, à part les infections bactériennes qui sont indigènes aux Grands Lacs. À mes débuts, le pire cas de soi-disant maladie que nous ayons eu a été la myxobactériose à Flexibacter columnaris — la bactérie Gram négatif, principale cause de décès des poissons sauvages d'eau douce dans les Grands Lacs. Elle se trouve dans ces eaux depuis toujours.

À l'origine, c'était notre principal problème. Nous n'avons pas vécu d'histoires d'horreur comme ce fut le cas ailleurs dans le monde. Nous choisissons soigneusement les poissons que nous introduisons dans le système. La réglementation fédérale en matière de pêches nous impose des limites. Si nous apportons de l'extérieur des stocks bruts, des poissons, des œufs ou que sais-je, ils doivent être mis en quarantaine, et nous hésitons à faire venir d'ailleurs des éléments étrangers aux eaux dans lesquelles nous élevons les poissons.

Nous n'avons jamais eu de cas de maladies. Pour ma part, au cours des huit dernières années, je n'ai pas eu à utiliser d'antibiotiques. Aucun. Cela montre bien qu'on n'a eu aucun cas de maladie. Ce fut le cas de la plupart des autres éleveurs dans ma région, car nous connaissons les densités maximales de poissons à élever et les moments propices pour manipuler les poissons — je suis certain que d'autres éleveurs vous ont parlé de bien d'autres aspects de l'élevage, mais personnellement, je n'ai pas utilisé d'antibiotiques depuis maintenant huit ans. C'était ma huitième année. Nous examinons soigneusement ce que nous apportons de l'extérieur.

I'm sure you're all aware of why the huge changes in the Great Lakes have happened. It's because of invasive species, principally zebra mussels and quagga mussels. If you could take them back, anybody would because it has had a huge impact on the waters around where I live and the whole Great Lakes. I've seen it day after day.

I raised my two boys on my site. We lived where we were growing the fish. We swam, boated, scuba-dived and snorkeled. I saw the changes. In one year after the zebra mussels and quaggas invaded that body of water, the changes were apparent and unbelievable. You expect everything to happen slowly in an aquatic ecosystem; that didn't happen. They took over the whole bay.

From the disease perspective in rainbow trout, we haven't had an issue, and we hope not to. When BHS came in, bacterial hemorrhagic septicemia, there was a big panic. There were big fish-kills in Lake Ontario and Lake Erie. The Ministry of Natural Resources panicked, and rightly so. They kicked into high gear. We didn't bring this in, but we were afraid it could impact our fish, so we were very proactive. We worked with the University of Guelph's fish pathology department. We took that bacterial hemorrhagic septicemia and tried to see how it would potentially impact our fish if our fish made it up as far as where we were going. We found out that it had almost no effect on our fish. It was a lucky break, but we're making sure that we are not going to be the people who bring in something that will impact our fish. We can't control everything.

So from a disease perspective, we're lucky. When I talk to the ocean people — and I know them all over the world, the Chileans, the West and East Coasts of Canada — I know what they've gone through and it can be scary. For us, that's how we dealt with it.

Regarding alternative species, the commercial fishing industry in Ontario, when you look at the cultural acceptance of fish, Ontarians are used to eating perch because they used to catch 50 million to 60 million pounds per year or more in the Great Lakes. The same with pickerel and walleye. People in Ontario, Quebec and of course in the U.S., the states that border the Great Lakes, there is virtually no commercial fishing of those species any longer. They are virtually gone, from hundreds of millions of pounds.

What does that mean for us? When you're looking at alternative species, it means if you can't catch them, you have to grow them. That's another area of enormous potential for growing the species that the market is used to. There are a couple

Je suis persuadé que vous savez tous pourquoi des changements majeurs sont survenus dans les Grands Lacs. C'est à cause d'espèces envahissantes, surtout la moule zébrée et la moule quagga. Si on pouvait les retourner d'où elles viennent, on le ferait tous, car elles ont eu une incidence énorme sur les eaux à proximité de l'endroit où je vis et dans l'ensemble des Grands Lacs. Je l'ai vu jour après jour.

J'ai élevé mes deux fils sur mon site. Nous vivions au même endroit où nous élevions les poissons. Nous nagions et nous faisions du bateau, de la plongée sous-marine et de la plongée avec tuba. J'ai vu les changements. Un an après l'invasion de moules zébrées et quagga dans ce bassin, les changements étaient apparents et incroyables. Vous vous attendez à des changements graduels dans un écosystème aquatique; ce n'a pas été le cas. Ils ont envahi la baie entière.

Nous n'avons eu aucun cas de maladie en ce qui concerne la truite arc-en-ciel et nous espérons ne pas en avoir. Lorsque la SHB, la septicémie hémorragique bactérienne, a fait son apparition, elle a créé une grande panique. Les lacs Ontario et Érié ont perdu énormément de poissons. Les fonctionnaires du ministère des Ressources naturelles ont paniqué, à juste titre. Ils ont pris des mesures énergiques. Nous n'avons pas importé la SHB dans nos lacs, mais nous avions peur qu'elle ait une incidence sur nos poissons, alors nous avons pris des mesures très proactives. Nous avons collaboré avec le département de pathologie du poisson de l'Université de Guelph. Nous avons essayé de déterminer l'incidence potentielle de cette septicémie hémorragique bactérienne sur nos poissons s'ils arrivaient à se rendre aussi loin que nous allions. Nous avons constaté qu'elle n'avait presque aucun effet sur nos poissons. Nous avons eu de la chance, mais nous prenons les mesures nécessaires pour veiller à ne pas être ceux qui introduisent des éléments étrangers susceptibles de nuire à nos poissons. Nous ne pouvons pas tout contrôler.

Donc, côté maladie, nous avons de la chance. Lorsque je parle aux aquaculteurs océaniques — et j'en connais de partout dans le monde, des Chiliens, des Canadiens des côtes Ouest et Est — je sais quelles épreuves ils ont traversées et elles peuvent être terrifiantes. De notre côté, c'est ainsi que nous avons géré la situation.

Pour ce qui est des autres espèces, dans l'industrie de la pêche commerciale d'ici, les Ontariens ont l'habitude de manger de la perche — c'est ancré dans leur culture — parce qu'ils avaient coutume d'en attraper entre 50 et 60 millions de livres ou plus par année dans les Grands Lacs. Il en est de même pour le brochet et le doré. On en consommait en Ontario, au Québec et, bien sûr, aux États-Unis, dans les États qui bordent les Grands Lacs, mais ces espèces ne sont pratiquement plus pêchées à des fins commerciales aujourd'hui. Elles ont pratiquement disparu, alors qu'il y en avait des centaines de millions de livres.

Quelles sont les conséquences pour nous? En termes d'autres espèces, cela signifie que si vous ne pouvez pas les attraper, il faut les élever. C'est un autre secteur dans lequel il y a énormément de potentiel pour élever les espèces qui se retrouvent habituellement

of tilapia farms in Ontario. Interesting. I think it's a good idea because we have the ethnic market in Toronto that is used to that species and expects it.

The potential is in growing perch and pickerel. Over the years, we have had people who have done the initial research and have tried to grow them. They did not have the support they needed to follow through.

Principally — Senator Munson's question — it is through the regulatory aspect. This is just my opinion, but the whitefish that the commercial fishermen in my area catch, through no fault of their own, have dropped off enormously. So what's the answer? If you can't catch them, then you've got to grow them. We know how to grow whitefish. Get out of the way and let us do it — not get out of the way completely, but just get out of the way and let us do it.

So that's a great question — now the disease part of that comes in. We know that if we don't bring in a disease that's not indigenous to the waters that we're growing the fish in, or that the fish have not developed a natural immunity to, that we're not going to have problems as long as we grow them right, we don't grow too many in a given area, and what we feed them is top quality so their nutrition is there, just like for a human being. If you're healthy, your immune system will fight off colds. That's how I look at what happens to our fish with the bacterial infections. If we don't handle them right, if they're not healthy or happy, they're going to get sick with something.

Senator Meredith: Thank you for that. Take away from that the TPP effect?

Mr. Meeker: TPP?

Senator Meredith: I'll let you think on that.

Mr. Meeker: Okay, I'll do that.

And by the way, who said that I wouldn't be able to understand him?

Senator Meredith: What was that?

Mr. Meeker: Oh, no, I didn't say that. I wasn't supposed to say that.

Senator Meredith: Tilapia, pickerel, perch.

Mr. Meeker: There's enormous potential in all of them. I didn't mention that down in the United States there's black crappie and all kinds of species that people are used to eating, if you target the market.

Senator McInnis: For a while I was wondering if I prepared for the wrong witness. You seem like a really nice fellow and are certainly knowledgeable.

sur le marché. Il y a deux ou trois fermes d'élevage du tilapia en Ontario. Intéressant. Je pense que c'est une bonne idée parce que nous avons un marché ethnique à Toronto dans lequel on a l'habitude de consommer cette espèce et où on s'attend à la trouver.

Le potentiel réside dans l'élevage de la perche et du brochet. Au fil des ans, des personnes ont fait les recherches initiales et ont essayé d'en faire l'élevage. Elles n'ont pas reçu le soutien nécessaire pour continuer.

Pour répondre au sénateur Munson, c'est une question de réglementation. C'est seulement mon opinion, mais les stocks de poissons blancs que les pêcheurs commerciaux de ma région attrapent ont baissé énormément, sans qu'ils y soient pour quelque chose. Alors que faire? Si vous n'arrivez pas à les attraper, il faut les élever. Nous savons comment faire l'élevage du poisson blanc. Enlevez-vous de notre chemin et laissez-nous faire — ne disparaissez pas complètement, mais laissez-nous faire notre travail.

Alors c'est une excellente question. Parlons maintenant des maladies. Nous savons que si nous n'introduisons pas de maladie qui ne soit pas indigène des eaux dans lesquelles nous élevons les poissons, ou pour laquelle les poissons n'ont pas développé d'immunité naturelle, nous n'aurons aucun problème à les élever du moment que nous le faisons correctement, nous n'en élevons pas trop dans le même secteur et nous les nourrissons avec des aliments de qualité pour répondre à leurs besoins en matière de nutrition, comme des êtres humains. Si vous êtes en santé, votre système immunitaire résistera aux rhumes. Même chose, selon moi, pour nos poissons et les infections bactériennes. Si nous ne les traitons pas bien, s'ils ne sont pas en santé ou heureux, ils vont tomber malades.

Le sénateur Meredith : Merci de votre réponse. Abstraction faite de l'effet de la thiamine pyrophosphatase?

M. Meeker: La thiamine pyrophosphatase?

Le sénateur Meredith : Je vais vous laisser y réfléchir.

M. Meeker: D'accord, je vais le faire.

En passant, qui a dit que je serais incapable de le comprendre?

Le sénateur Meredith : Que voulez-vous dire?

M. Meeker: Oh, non, je n'ai pas dit cela. Je n'étais pas censé le dire.

Le sénateur Meredith: Tilapia, brochet, perche.

M. Meeker: Ils ont tous énormément de potentiel. Je n'ai pas mentionné qu'aux États-Unis, il y a des perches argentées et toutes sortes d'espèces que les gens ont coutume de manger, si vous ciblez le marché.

Le sénateur McInnis: Pour un instant, je me demandais si je m'étais préparé pour le mauvais témoin. Vous semblez être vraiment très gentil et certainement bien informé.

Mr. Meeker: I've got you fooled. This is my colleague who is laughing because she's thinking, "He's got them fooled." She works with me all the time.

Senator McInnis: Possibly so. No, really, we had the Georgian Bay Association here in June, and I'm listening to you and I'm getting an entirely opposite story.

The Georgian Bay Association's membership includes aquaculture biologists, ecologists, water-quality analysts, research scientists, engineers and water purification specialists. All of them collectively share their expertise and experience, which amounts to more than 30 years of focus on studies.

When I see what they said, they go on about everything to the Environmental Commissioner of Ontario, like escapes, and there's a quote in here about numerous reports to the Ontario Legislature and no compliance by your group. Net-pen fish farmers are given or waived from environmental standards in their water lodge, which gives them competitive and market advantage. No net-pen aquaculture operations exist in the Great Lake waters overseen by Quebec and a few of the United States. They are prohibited.

So when we do a report sometime later this year, presumably, we will read what they said and we will listen and read what you have said. But what do you say and have you read what they said? Because you've talked very positively, and I must admit, you've done a wonderful job. You're obviously very knowledgeable, but are these people full of air?

Mr. Meeker: Yes.

Senator McInnis: What is it?

Mr. Meeker: I'll suggest this: If you wanted to go through your notes and bring up every single issue that they brought up, we'd be happy to answer them at any time.

For example, the first one you said was that escapes are a problem. We've done all the research that I talked to you about. The Ministry of Natural Resources — the last two geneticists — have said with respect to escaped rainbow trout, if you put fish in the water and grow them anywhere, you're going to lose some. They are not a genetic issue and not an ecosystem issue. That's the regulators themselves. DFO, MNR, the regulators that have looked at this have said they are not an issue. They keep saying they are. It's like in B.C. I'm sure you heard they were concerned about growing Atlantic salmon on the Pacific coast. They were concerned that if they escaped they'd start reproducing naturally. It hasn't happened in 40 years, but they keep bringing it up.

M. Meeker: Je vous ai bernés. Ma collègue rigole parce qu'elle se dit : « Il les a bien eus ». Elle travaille avec moi tout le temps.

Le sénateur McInnis: C'est possible. Non, vraiment, nous avons entendu le témoignage de représentants de la Georgian Bay Association en juin, et lorsque je vous écoute, j'entends une tout autre version des faits.

La Georgian Bay Association compte parmi ses membres des biologistes aquacoles, des écologistes, des analystes de la qualité de l'eau, des chercheurs scientifiques, des ingénieurs et des spécialistes de la purification de l'eau. Ils partagent collectivement leur expertise et leur expérience, qui équivalent à plus de 30 ans d'intérêt pour les études menées.

Quand je lis leur témoignage, je vois qu'ils rapportent tout au commissaire à l'environnement de l'Ontario, comme les évasions, et il y a même une citation concernant de nombreux rapports à l'Assemblée législative de l'Ontario et la non-conformité de votre groupe. Les exploitants de fermes d'élevage de poissons en enclos sont exemptés des normes environnementales dans leurs exploitations, ce qui leur permet d'être plus concurrentiels sur le marché. Il n'y a aucune exploitation aquacole en enclos dans les eaux des Grands Lacs qui sont supervisées par le Québec et quelques États américains. Elles sont interdites.

Alors lorsque nous rédigerons un rapport plus tard cette année, nous présumons que nous lirons ce qu'ils ont dit et nous écouterons et lirons ce que vous avez dit. Mais que dites-vous et avez-vous lu ce qu'ils ont dit? C'est que vous avez parlé en termes très positifs, et je dois avouer que vous avez fait un travail formidable. Il est clair que vous connaissez très bien votre affaire, mais est-ce que ces gens sont des beaux parleurs?

M. Meeker: Oui.

Le sénateur McInnis : Qu'y a-t-il?

M. Meeker : J'ai une suggestion à vous faire : si vous voulez éplucher vos notes et mentionner chaque point qu'ils ont soulevé, nous serons ravis d'y répondre quand vous voudrez.

Par exemple, le premier point que vous avez mentionné est que les évasions sont problématiques. Nous avons fait toutes les recherches dont je vous ai parlé. Les deux derniers généticiens du ministère des Ressources naturelles ont dit au sujet des évasions de truites arc-en-ciel que si vous placez des poissons dans l'eau et que vous les élevez n'importe où, vous allez en perdre quelques-uns. Il ne s'agit ni d'une question de génétique ni d'écosystème. Ce sont les organismes de réglementation même, le MPO, le MRN, qui ont étudié la question et dit qu'elle n'était pas problématique. Ils continuent de dire qu'elle l'est. C'est comme en Colombie-Britannique. Je suis certain que vous avez entendu dire qu'ils s'inquiétaient d'élever du saumon de l'Atlantique sur la côte du Pacifique parce qu'ils craignaient qu'en cas d'évasion, les poissons commenceraient à se reproduire naturellement. Cela ne s'est pas produit en 40 ans, mais ils continuent de soulever la question.

So from our perspective — this is the other telling point which they don't say — the rainbow trout that we are growing in our cages are exactly the same rainbow trout that the Ministry of Natural Resources is stocking in every water basin in this province — exactly the same fish. Why are they an issue?

Senator McInnis: So it's false?

Mr. Meeker: Yes.

Senator McInnis: In 2005, 238,000 escaped; in 2006 there were no escapes; in 2007 there were 25,000; 33,000 in 2008; and in 2009, 29,000.

Mr. Meeker: Okay, those numbers, I'm not going to —

Senator McInnis: I'm not debating with you. I just want clarification.

Mr. Meeker: Have there been escapes? Yes, but that's the beautiful thing about this, because with the research where we surgically implanted, we've been able to see whether they're going to have an impact or not. That one you talked about was way back in the Dark Ages, in 2005; it must have been all over in Lake Ontario. I'm not sure. This is the guy who was allowed to put a bunch of homemade cages into a brutal spot. We and the ministry learned from that. It doesn't happen now. There are regulations. If we're going to put cages in the water, they have to be commercially made; they have to be structurally sound; they have to be engineered, okayed by engineers. The biggest thing is we've lost fish and it's made no difference to the environment whatsoever, with regards to two aspects. Are they going to impact long-term genetics? No, because they're stocking the same fish anyway. Rainbow trout are not native to the Great Lakes. They're a naturalized species. They're very fluid in their genetics. So have they made a difference? No. Have there been escapes? Absolutely.

The number of fishermen on a lake or in a given area is directly proportional to the fish that they can catch easily. So if you have a large escapement — and most MNR people will tell you that in every single circumstance where we've lost fish, within less than a year those extra fish have been caught, and as a whole they've had no negative impact on the ecosystem in that area.

Senator McInnis: The only government agency raising concerns regarding net-pen aquaculture is the Ontario Ministry of Environment.

In numerous reports to the Ontario Legislature, the Environmental Commissioner of Ontario (ECO) has questioned the claim made by government promoters of the open net-cage systems as legitimate and responsible use of the public waters. Furthermore, the ECO is still calling for a freshwater aquaculture policy to be "prescribed" within the Environmental Bill of Rights (EBR) where it would be properly open for public consideration.

Donc, de notre point de vue — c'est un autre point révélateur dont ils ne parlent pas —, la truite arc-en-ciel que nous élevons dans nos cages est exactement la même que celle que le ministère des Ressources naturelles ensemence dans tous les bassins de la province — c'est exactement le même poisson. Pourquoi pose-t-il problème?

Le sénateur McInnis : C'est donc faux?

M. Meeker: Oui.

Le sénateur McInnis : En 2005, 238 000 poissons se sont échappés; en 2006, aucun; en 2007, il y en a eu 25 000; en 2008, 33 000; et en 2009, 29 000.

M. Meeker: Bien, ces chiffres, je ne les...

Le sénateur McInnis: Je ne vous contredis pas, je veux seulement des éclaircissements.

M. Meeker: Des poissons se sont-ils échappés? Oui, mais ce qui est bien, c'est que grâce à l'étude dans le cadre de laquelle nous avons implanté des émetteurs par voie chirurgicale, nous avons pu voir si cela aura ou non un impact. Ce dont vous avez parlé remonte à l'âge des ténèbres, en 2005; c'était sans doute un peu partout dans le lac Ontario. Je ne sais pas. Quelqu'un a eu la permission de placer des cages artisanales à un mauvais endroit. Nous en avons, avec le ministère, tiré des leçons. Cela n'arrive plus. Il y a des règlements. Si nous voulons mettre des cages dans l'eau, ces cages doivent être de fabrication commerciale, avoir une structure solide, avoir été conçues et approuvées par des ingénieurs. Nous avons perdu des poissons, mais le plus important, c'est que cela n'a eu aucune incidence sur l'environnement par rapport à deux aspects : auront-ils une incidence à long terme sur la génétique? Non, parce qu'on ensemence le même poisson, de toute façon. La truite arc-en-ciel n'est pas une espèce indigène des Grands Lacs. C'est une espèce naturalisée. Sa génétique est très souple. A-t-elle eu une incidence? Non. Des poissons se sont-ils échappés? Absolument.

Le nombre de pêcheurs sur un lac ou dans une zone donnée est directement proportionnel au nombre de poissons qu'ils peuvent facilement attraper. S'il y a une forte échappée... et la plupart des responsables du MRN vous diront que chaque fois que nous avons perdu des poissons, ils ont été attrapés en moins d'un an et, en général, ils n'ont eu aucun impact négatif sur l'écosystème dans cette région.

Le sénateur McInnis: Le seul organisme gouvernemental qui exprime des préoccupations concernant l'aquaculture en cages en filet est le ministère de l'Environnement de l'Ontario.

Dans de nombreux rapports à l'Assemblée législative de l'Ontario, le commissaire à l'environnement de l'Ontario (CEO) a mis en doute la prétention des promoteurs gouvernementaux de l'aquaculture en cages, qui y voient une utilisation légitime et responsable des eaux publiques. De plus, le CEO réclame toujours qu'une politique relative à l'aquaculture en eau douce soit « prescrite » par la Charte des droits environnementaux (CDE), afin que la population puisse en prendre connaissance, comme il se doit.

Mr. Meeker: Yes. In that case, the Environmental Commissioner agrees with us 100 per cent. He's asking for regulation. We've been asking for distinct and easy-to-understand regulation for 15 years. We agree with him completely.

That statement that he made doesn't necessarily say that there's a problem, and the Ministry of the Environment, I think in — I wish Karen was here, she would know the year, but we can look it up. The ministry, after the Environmental Commissioner asked them to or told them to, did a complete review of cage aquaculture in Ontario. The Ministry of the Environment, their results, which you can read in that study, I just don't know what year it was done, but I can find it and you can find it, said that as it stands right now, there is no problem with cage culture in Ontario. As it's being done now and on the scale that it's being done, there is not a problem.

This is my weakness as I don't remember the year that that was done and exactly what it was called, but if you're interested, or if anybody else on the committee is interested, that kind of thing we can find very quickly through our association.

Does he say there's a problem? No. Does he say that there are potential issues? Yes. We all know that. We're not saying that there aren't potential issues in what we do. As I said, we've been as proactive as we possibly can to try to foresee what those may be, and every year we do more research and follow it.

Senator McInnis: I wanted to give you the opportunity.

Mr. Meeker: I would love the opportunity to answer each and every specific question, because we've had those people at our environmental seminars, which are just about every year or two. We've said, "Listen, we'll have a debate. We'll answer your questions outright and directly. You ask the questions, and we'll answer the questions." It doesn't matter how many times we do it. The question just keeps coming up.

Senator McInnis: Okay. Well, it might be wise to respond to some of the other accusations in there. I won't have the time.

Mr. Meeker: I'd be more than happy to do that now or at some other time.

Senator McInnis: I don't think the chairman will let you. He can be difficult.

Mr. Meeker: I've never known a difficult Newfie.

Senator McInnis: Where might you be from? Isn't Meeker from Newfoundland?

M. Meeker: Oui. Dans ce cas, le commissaire à l'environnement partage tout à fait notre avis. Il demande un règlement. Nous demandons un règlement distinct et facile à comprendre depuis 15 ans. Nous sommes entièrement d'accord avec lui.

La déclaration qu'il a faite ne veut pas nécessairement dire qu'il existe un problème; le ministère de l'Environnement, je crois que c'est en... si Karen était ici, elle saurait l'année, mais nous pouvons vérifier. Après que le commissaire à l'environnement lui ait demandé ou enjoint de le faire, le ministère a effectué une analyse complète de l'aquaculture en cages en Ontario. Les résultats qu'a obtenus le ministère de l'Environnement, résultats que vous pouvez examiner dans cette étude — je ne sais pas en quelle année elle a été réalisée, mais je peux trouver l'information et vous le pouvez aussi —, montrent qu'actuellement, l'aquaculture en cages ne pose aucun problème en Ontario. La façon dont elle se pratique actuellement et l'envergure de ses activités ne posent aucun problème.

Malheureusement, je ne me rappelle pas le titre de cette étude ni en quelle année elle a été réalisée, mais si cela vous intéresse ou intéresse un autre membre du comité, nous pouvons trouver l'information très rapidement par l'entremise de notre association.

Croit-il qu'il existe un problème? Non. Est-ce qu'il dit qu'il pourrait y avoir certains problèmes? Oui. Nous le savons tous. Nous ne disons pas qu'il ne pourrait pas y en avoir. Comme je l'ai dit, nous avons été aussi proactifs que possible pour prévoir ce qui pourrait poser problème et, chaque année, nous effectuons davantage de recherche et de suivi.

Le sénateur McInnis: Je voulais vous donner la possibilité...

M. Meeker: J'aimerais beaucoup avoir la possibilité de répondre à chacune des questions, car nous avons rencontré ces gens à nos séminaires sur l'environnement, qui ont lieu tous les ans ou tous les deux ans. Nous leur avons dit : « Nous allons tenir un débat. Nous allons répondre franchement et directement à vos questions. Posez-nous les questions, nous y répondrons ». Peu importe le nombre de fois que nous le faisons, la question revient sans cesse.

Le sénateur McInnis: D'accord. Eh bien, il serait peut-être bon que vous répondiez à certaines des autres accusations, mais je n'aurai pas assez de temps.

M. Meeker: Je ne demande pas mieux que de le faire maintenant ou à un autre moment.

Le sénateur McInnis : Je ne pense pas que le président vous le permettra. Il est parfois intraitable.

M. Meeker : Je n'ai jamais rencontré de Terre-Neuvien qui le soit.

Le sénateur McInnis: D'où pouvez-vous bien venir? Les Meeker ne viennent-il pas de Terre-Neuve?

Mr. Meeker: Howie lived there for years, and I spent all my summers there for a long time. I loved it. I was in heaven out there. We lived in St. Philip's outside St. John's. I spent all my time in tide pools chasing after fish and going out with the lobster fishermen. I loved it out there.

Senator McInnis: Can I ask you this question? How many operations, farms, are there?

Mr. Meeker: Cage culture, in the Great Lakes — oh, that's a good question. Can you remind me to mention Michigan?

There are three native operations in native waters in Wikwemikong at the east end of Manitoulin Island. Aqua-Cage Fisheries is another outside Parry Sound. That's four. Two other distinctly different cage culture operations are north of Manitoulin in Sucker Creek. There's mine, and Cold Water Fisheries has three sites. Is anyone doing the math?

Senator Poirier: Eleven.

Mr. Meeker: Good, because I wasn't doing the math. That's 11 sites. I've worked on them all at one time or another — just can't remember.

Senator McInnis: Thank you. What were you going to say about Michigan?

Mr. Meeker: Recently, for the last year and a half, I've been working with the Michigan Aquaculture Association and the consultants they hired to get cage culture going in Michigan. I think it's going to happen in the not-too-distant future. Has it not happened because there are distinct problems? No.

As I said, I know you're writing a report. Would there be an opportunity to get in the same room to answer questions more directly — not a debate, necessarily, because I know you're doing a fact-finding mission — when you get contradictory information?

The Chair: That's not the process we follow.

Mr. Meeker: Okay.

The Chair: If you read testimony from our other witnesses that you feel is not accurate, or if you would like to offer a different opinion, I would suggest that you feel free to forward anything to

Mr. Meeker: Okay.

The Chair: We'll share it with committee members. We're always open to that type of information.

Mr. Meeker: I'll send it to Maxwell Hollins, the clerk of the committee. Okay.

M. Meeker: Howie y a vécu durant des années, et pendant longtemps, j'y ai passé tous mes étés. J'adorais cela. J'étais au paradis, là-bas. Nous vivions à St. Philip's, près de St. John's. Je passais tout mon temps à attraper les poissons dans les cuvettes de marée et à aller en mer avec les pêcheurs de homards. J'aimais beaucoup vivre là-bas.

Le sénateur McInnis: Puis-je savoir combien il y a d'exploitations, de fermes?

M. Meeker: De sites d'élevage en cages dans les Grands Lacs? C'est une bonne question. Pouvez-vous me rappeler de vous parler du Michigan?

Il y a trois exploitations autochtones dans les eaux autochtones à Wikwemikong, à l'extrémité est de l'île Manitoulin. Il y en a une autre à l'extérieur de Parry Sound qui s'appelle Aqua-Cage Fisheries. Cela fait quatre. Deux autres exploitations très différentes d'aquaculture en cages sont situées au nord de Manitoulin, à Sucker Creek. Il y a la mienne, et Cold Water Fisheries en a trois. Quelqu'un fait-il le calcul?

La sénatrice Poirier : Cela fait 11.

M. Meeker : Bien, car je ne les comptais pas. C'est donc 11 sites. J'y ai travaillé à un moment ou à un autre — je ne me rappelle plus.

Le sénateur McInnis : Merci. Que vouliez-vous dire au sujet du Michigan?

M. Meeker: Depuis un an et demi, je travaille avec la Michigan Aquaculture Association et les consultants qu'elle a embauchés pour faire démarrer l'aquaculture en cages au Michigan. Je pense que cela va se faire dans un avenir assez rapproché. Est-ce que cela n'est pas arrivé parce qu'il existe des problèmes particuliers? Non.

Comme je l'ai dit, je sais que vous rédigez un rapport. Y auraitil une possibilité de nous réunir pour que je puisse répondre plus directement aux questions — pas nécessairement dans le cadre d'un débat, car je sais que c'est une mission d'étude — lorsque vous obtenez des renseignements contradictoires?

Le président : Ce n'est pas ainsi que nous procédons.

M. Meeker: D'accord.

Le président : Si vous estimez que ce qu'ont dit les autres témoins n'est pas exact, ou si vous aimeriez exprimer une opinion différente, je vous suggère de ne pas hésiter à communiquer avec nous par écrit.

M. Meeker: D'accord.

Le président : Nous communiquerons l'information aux membres du comité. Nous sommes toujours ouverts à ce type d'information.

M. Meeker: Je l'enverrai au greffier du comité, Maxwell Hollins. D'accord.

I would really like to do that. It's aggravating for us, for example, on the genetics issue you brought up about that first point. We thought we'd dealt with that. The MNR's head geneticists said there is not an issue with escape; and that was a public statement. That was a policy. We thought we'd dealt with it 10 years ago. But just by bringing it back up again, it becomes an issue. So, we dealt with it again with the next geneticist, and we thought it was done again. Just by bringing it up, it becomes an issue again.

The Chair: As I say, feel free to forward to us anything that you see as contradictory to something we have heard before.

Mr. Meeker: Okay.

Senator Raine: As I understand from listening to you, the freshwater cage fisheries in Ontario are regulated by the Ontario Ministry of Natural Resources.

What interface do you have with DFO and Health Canada and others? What we're trying to get at in our report is that there are a lot of overlapping jurisdictions. We've been dealing mostly with ocean aquaculture. In terms of freshwater aquaculture, which is obviously inside a province, do DFO and Health Canada have an impact on regulations?

Mr. Meeker: Not as much as we wish they had. We've dealt with DFO, as I said, in the research aspect, and they've been tremendous. That's a really good question to bring me back to the purpose of this committee — regulation. We're hoping that under this new federal-provincial agreement with DFO working in conjunction with MNR, we'll be able to fine-tune and get this system done.

As I said earlier, the MNR never wanted this, and their mandate is wild animals and wild fish. It's not cows and farming. It's wild turkeys, not chickens; it's wild fish, not farm fish. They don't want it. DFO has the policies, and I really feel strongly, especially with our good experiences with DFO in the past, that if they can get this agreement done between the two of them, we'll be dealing with one set of regulations and not overlapping ones, as you said rightly before.

It's really important that they get this done. I'm an old fart now, and I have been at this for a long time, but it's really encouraging for me to see the initiative right now through the national agreement that's been struck between the federal fisheries and the provincial aquaculture regulator, which is the MNR.

Senator Raine: In your travels to other countries, have you seen anything about how they regulate freshwater aquaculture that we could learn from?

Mr. Meeker: Well, there are things in every province. Did this group get lucky enough to go to Turkey?

J'aimerais vraiment le faire. Ce qui est exaspérant, par exemple, c'est la question de la génétique que vous avez soulevée au sujet du premier point. Nous pensions avoir réglé cette question. Les généticiens en chef du MRN ont indiqué que les échappées ne constituent pas un problème; ils l'ont déclaré publiquement. Il s'agissait d'une politique. Nous pensions avoir réglé cette question il y a 10 ans, mais lorsqu'on la soulève à nouveau, cela redevient un problème. Nous l'avons encore une fois examinée avec un autre généticien et nous pensions qu'elle était réglée une fois de plus. Lorsqu'on la soulève, elle redevient un problème.

Le président : Comme je l'ai dit, n'hésitez pas à nous écrire pour exprimer une opinion différente de ce que nous avons entendu.

M. Meeker: D'accord.

La sénatrice Raine : D'après ce que je comprends, l'aquaculture en cages en eau douce en Ontario est réglementée par le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario.

Quelles relations entretenez-vous avec le MPO et Santé Canada, entre autres? Ce que nous tentons de faire valoir, dans notre rapport, c'est qu'il y a beaucoup de chevauchements de compétences. Nous traitons principalement de l'aquaculture en eau de mer. En ce qui concerne l'aquaculture en eau douce, à l'intérieur d'une province, le MPO et Santé Canada ont-ils une incidence sur la réglementation?

M. Meeker: Pas autant que nous le souhaiterions. Comme je l'ai dit, nous avons traité avec les gens du MPO en ce qui concerne la recherche, et ils ont été formidables. C'est une très bonne question, qui me ramène au but de l'étude du comité: la réglementation. Nous espérons que dans le cadre de cette nouvelle entente fédérale-provinciale et de la collaboration entre le MPO et le MRN, nous serons en mesure d'améliorer les choses et de mettre en place ce système.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, le MRN n'a jamais voulu de cela, et son mandat concerne les animaux et les poissons sauvages, pas les vaches ni l'agriculture. Il concerne les dindons sauvages, pas les poulets; et les poissons sauvages, pas les poissons d'élevage. Il n'en veut pas. Le MPO dispose des politiques, et je suis persuadé, compte tenu de nos bonnes relations avec le MPO dans le passé, que si les deux parties peuvent conclure cette entente, nous aurons une seule réglementation et il n'y aura plus de chevauchements, comme vous l'avez mentionné à juste titre.

Il est très important que ce soit fait. Je suis un vieux de la vieille et je travaille dans ce domaine depuis longtemps, mais je trouve très encourageant de voir qu'une entente nationale est conclue entre le ministère fédéral des Pêches et l'organisme provincial de réglementation en matière d'aquaculture, c'est-à-dire le MRN.

La sénatrice Raine: Au cours de vos voyages dans d'autres pays, avez-vous vu quoi que ce soit dont nous pourrions nous inspirer concernant la réglementation en matière d'aquaculture en eau douce?

M. Meeker: Eh bien, chaque province a sa façon de faire. Votre groupe a-t-il eu la chance de se rendre en Turquie?

The Chair: No.

Mr. Meeker: I just got back from Italy and a couple of other places. Turkey is now the shining star example of aquaculture in the world — and this magic bullet I've talked to Turkish growers about. How did they make it happen? They were in the same situation we were in for 10 years: stagnation and no growth. The market is there, and there are fish in the Mediterranean. The culture wants fish, but they couldn't get fish. Somehow all of a sudden, industry and government got together and decided just to make it happen. The Turkish industry grew almost a thousand times. It's been enormous growth in a very short period of time and a huge success story. You can look it up. Different studies have been done; and I can give some of the references.

The important point is that I've talked to people I know who are involved in the Turkish industry. I asked them to tell me how they did it. Inevitably, they didn't really have this magic bullet. They said that somehow government got together and decided on a distinct set of regulations that worked, and they proceeded to tell us that if they work in conjunction with them, follow the precautionary principle, monitor and be environmentally responsible and keep a close eye on it, they'd grow. It happened and was a huge success story.

I just wish I could have gone up to one of them to say, "Tell me one thing you did — some magic thing you did." But they can't necessarily say. They just kept working at it like we do, doing research, and somehow the attitude changed and they were allowed to move forward.

Part of it was because they moved offshore a little bit, and this is the way I am personally thinking. I'm not speaking for the other cage guys. Even though we've proven that we're not having a negative impact environmentally, there's something to be said for moving offshore, which you might have heard about from the other groups. Out of sight, out of mind, right?

Senator Raine: Offshore in the lakes?

Mr. Meeker: In the lakes, and no matter where I went in the world. The Finns' definition of moving offshore is not being attached to shore, out of sight of the average person who is fishing close to shore, boating close to shore, or who has a cottage close to shore. They basically just moved out of sight. And in Israel, their definition of what offshore is was different than Finland, which was different than Sweden. For us, for our situation, we don't have to go very far offshore to be out of sight and out of mind, so to speak, and that was part of what happened in the Turkish experience. It's not the only part, but that's part of it.

Senator Raine: You're talking about freshwater aquaculture now?

Le président : Non.

M. Meeker: Je reviens d'Italie et de quelques autres pays. La Turquie est maintenant l'exemple à suivre en matière d'aquaculture dans le monde — et j'ai discuté avec les éleveurs turcs de leur solution magique. Comment y sont-ils arrivés? Ils ont connu la même situation que nous durant 10 ans: stagnation et croissance nulle. Or, il existe un marché, et il y a du poisson dans la Méditerranée. Dans leur culture, les gens veulent consommer du poisson, mais ils ne pouvaient pas en avoir. Puis, tout à coup, l'industrie et le gouvernement se sont réunis et ont décidé de concrétiser les choses. L'industrie turque est devenue presque mille fois plus importante. Elle a connu une croissance énorme et une très grande réussite en très peu de temps. Vous pouvez vérifier. Diverses études ont été réalisées, et je peux vous fournir certaines références.

L'important, c'est que j'ai parlé à des connaissances qui travaillent dans l'industrie turque. Je leur ai demandé de me dire comment ils ont réussi. Évidemment, ils n'avaient pas vraiment de solution magique. Ils ont dit que pour une raison ou pour une autre, le gouvernement a décidé d'adopter un ensemble distinct de règlements et que cela a fonctionné; ils nous ont dit que lorsqu'ils travaillent en collaboration, appliquent le principe de précaution, assurent une surveillance, agissent de manière écoresponsable et suivent la situation de près, ils permettent à leur industrie de croître. C'est ce qu'ils ont fait et ils ont obtenu des résultats remarquables.

J'aurais aimé pouvoir demander à l'un d'entre eux de me donner la recette magique qu'ils ont utilisée, mais il n'y en a pas nécessairement. Ils ont tout simplement continué d'y travailler, comme nous le faisons, en effectuant de la recherche, puis la situation a changé, et ils ont pu aller de l'avant.

C'est en partie parce qu'ils sont allés un peu plus au large; c'est ce que je crois personnellement. Je ne parle pas au nom des autres éleveurs de poisson en cages. Même si nous avons démontré qu'il n'y a pas d'impact négatif sur le plan environnemental, il convient de parler des mérites de s'éloigner des rives. Les autres groupes vous en ont peut-être parlé. Loin des yeux, loin du cœur, n'est-ce pas?

La sénatrice Raine : S'éloigner du rivage des lacs?

M. Meeker: Dans les lacs, et peu importe où je suis allé dans le monde. En Finlande, s'éloigner du rivage veut dire ne pas être rattaché à la rive, être hors de vue des personnes qui pêchent, qui naviguent ou qui ont un chalet près du rivage. C'est essentiellement être hors de vue. Cela veut dire autre chose en Israël et en Suède. Dans notre cas, nous n'avons pas à aller bien loin du rivage pour être hors de vue, et la situation est en partie la même en Turquie. Elle n'est pas tout à fait la même, mais elle l'est en partie.

La sénatrice Raine : Vous parlez maintenant de l'aquaculture en eau douce?

Mr. Meeker: Yes. It's a great apples-to-apples way to compare.

Senator Raine: Okay. The other question I have is that obviously your farms create employment in the local areas. Can you give us a little indication of how important it is to the local economy, the number of people that are employed, the supplies you buy and things like that?

Mr. Meeker: That's a great question, and I was really remiss in not talking about that. I'm going to get kicked. Karen's going to kick me when I go back and she'll say, "That's the first thing you should have mentioned."

Five or six years ago we did the best economic impact study we could. We had a third-party consultancy group come in and do it, as is usual. I think the impact our small industry had was about \$55 million for the local economy. That was years ago, and I know what the economic impact is because I've got 20 people working for me, and those 20 people have jobs so they can support their families — they have kids — where there are very few jobs.

You've probably heard this story all over the country, but what matters to me is my home, and because of the lack of fish, the tourist industries are dropping. Beef was in trouble, so we're creating full-time jobs that people can raise families on. Part of what that economic study was supposed to do is see what the threshold size was that we need to get for generating far more jobs, because then we can have net-building companies, which we don't. We can have feed companies manufacturing where we are. They all create a significant number of jobs. But we're not big enough to warrant that. We buy our nets from the East Coast. We buy our feed from the East Coast or the West Coast. Our industry just isn't big enough to generate those secondary and tertiary jobs, but it doesn't have to be too much bigger before we could. We've got a lot of native jobs. They're my neighbours. We all live there, so any jobs that we create are important jobs, and the potential to create a whole bunch more jobs is enormous.

Senator Raine: I have one last question, if you don't mind.

The Chair: Short question, short answer.

Senator Raine: In terms of supply chain, are there any negatives to being located where you are versus closer to Toronto, Buffalo or wherever?

Mr. Meeker: Did you hear what that mean fellow said over there? He said short answer, please. That's enormously difficult. Do you know how tough that is?

M. Meeker : Oui. C'est une excellente façon de comparer des pommes avec des pommes.

La sénatrice Raine: D'accord. Mon autre question concerne les emplois que vos élevages créent dans les localités. Pouvez-vous nous donner un aperçu de leur importance pour l'économie locale, du nombre de personnes qui y travaillent, des fournitures que vous achetez, et ainsi de suite?

M. Meeker: C'est une excellente question, et je m'en veux beaucoup de ne pas en avoir parlé. Je vais me faire réprimander. Quand je retournerai là-bas, Karen va me dire que c'est la première chose que j'aurais dû mentionner.

Il y a cinq ou six ans, nous avons effectué la meilleure étude d'impact économique possible. Comme d'habitude, nous avons demandé à un groupe-conseil tiers de venir s'en occuper. Je pense que l'impact de notre petite industrie sur l'économie locale était d'environ 55 millions de dollars. C'était il y a des années. Je connais l'importance de l'impact économique, car 20 personnes travaillent pour moi, et ces 20 personnes ont un emploi qui leur permet de faire vivre leur famille, leurs enfants, là où les emplois sont rares.

Vous avez probablement entendu cette histoire partout au pays, mais ce qui m'importe, c'est mon foyer, et à cause du manque de poissons, l'industrie touristique perd des plumes. L'industrie du bœuf était en difficulté; nous créons donc des emplois à temps plein qui permettent aux gens de faire vivre leur famille. Cette étude économique était censée nous permettre, notamment, de déterminer le seuil qu'il nous faut atteindre pour créer beaucoup plus d'emplois; nous pourrons alors avoir des entreprises de fabrication de filets, ce que nous n'avons pas. Nous pourrons avoir des fournisseurs d'aliments sur place. Cela permettra de créer un grand nombre d'emplois. Mais notre industrie n'est pas encore assez importante pour cela. Nous achetons nos filets sur la côte Est. Nous achetons les aliments pour le poisson sur la côte Est ou la côte Ouest. Notre industrie n'est tout simplement pas encore assez importante pour générer des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire, mais elle n'aura pas à être beaucoup plus importante pour pouvoir le faire. Nous avons beaucoup de travailleurs autochtones. Ce sont mes voisins. Nous vivons tous là-bas, alors tous les emplois que nous créons sont importants et la possibilité d'en créer encore bien davantage est énorme.

La sénatrice Raine: J'ai une dernière question, si vous le permettez.

Le président : Une question brève et une réponse brève.

La sénatrice Raine: En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement, est-il désavantageux que votre entreprise ne soit pas située plus près de Toronto ou de Buffalo, par exemple?

M. Meeker: Avez-vous entendu ce que cette personne m'oblige à faire? Elle demande une réponse brève. C'est extrêmement difficile. Savez-vous à quel point c'est difficile?

The Chair: Senator Raine said one question. She's on her fourth now, so I'm being very nice, believe it or not.

Senator Raine: You are.

Mr. Meeker: I was hoping for questions. The number one problem that we have is kind of interesting. It's transportation. When we look at our operations, which we do all the time, like any business does, what is our cost of growing the fish, what is our cost of getting them to market? The biggest thing we feel we can change, and what I would call a negative or a weakness where we are, is transporting our product to the market, which is, in effect, Toronto, Montreal, the large cities.

We grow 12 million pounds. People love rainbow trout up in northern Ontario, but we're not going to sell 12 million pounds up there. So the number one problem is not the technical aspects of growing fish, as I said earlier. It's definitely trucking, transportation. Bringing feed in costs you so much, taking the fish back out to market costs you quite a bit, and it's an evil. The only way we can deal with it is trying to be as efficient as we can, but it's always going to be there, and it's always going to be a big part of our cost of production. We're not asking for money. We're not asking to be subsidized, but if we did, that would probably be one place it would help a lot, some sort of trucking.

Senator Raine: Thank you.

Mr. Meeker: Was that short enough?

The Chair: It was pretty good.

Mr. Meeker: I had to work at that. That was a really good question.

The Chair: Thank you, Senator Raine. I'm sorry, but we have to go in camera.

Senator Meredith: Are we going on round two, chair? No?

The Chair: Certainly this has been a great discussion. As I said earlier, if there's anything that you want to put forward a contrary argument to, feel free to do so with some other witnesses. If there's something that you think about after you leave here this evening that you wish you had said in an answer to one of the questions from the senators, please feel free to forward that too.

Mr. Meeker: I'm sure you all understand that feeling. There are going to be about a hundred things that I'm going to think about on the way home that I should have said, and I should have said better.

Le président : La sénatrice Raine a parlé d'une seule question. Elle en est à sa quatrième; croyez-le ou non, je fais preuve d'une grande gentillesse.

La sénatrice Raine : En effet.

M. Meeker: J'espérais qu'on me pose ces questions. Le principal problème que nous avons est plutôt intéressant. Il s'agit du transport. Quand nous examinons de près nos activités, et nous le faisons constamment, comme toutes les entreprises, nous vérifions ce qu'il en coûte pour l'élevage du poisson et pour le mettre sur le marché. Nous estimons que la principale lacune ou le principal inconvénient auquel nous pourrions remédier relativement à notre emplacement concerne le transport de notre produit vers les marchés, soit les grandes villes comme Toronto et Montréal.

Notre élevage représente 12 millions de livres de poisson. Les habitants du nord de l'Ontario aiment beaucoup la truite arc-enciel, mais nous ne vendrons pas 12 millions de livres de poisson làbas. Le principal problème n'est donc pas l'aspect technique de l'élevage du poisson, comme je l'ai dit tout à l'heure; c'est assurément le transport routier. Les coûts pour faire venir les aliments sont élevés; les coûts d'expédition du poisson vers les marchés sont aussi assez élevés, et c'est difficile. Le seul moyen de nous en sortir, c'est de tenter d'être aussi efficients que possible, mais ce sera toujours un enjeu, et cela représentera toujours une bonne partie de nos coûts de production. Nous ne demandons pas d'argent. Nous ne demandons pas de subventions, mais si nous le faisions, ce serait probablement là qu'elles nous aideraient beaucoup, sur le plan du camionnage.

La sénatrice Raine : Merci.

M. Meeker : Ai-je été assez bref?

Le président : C'était très bien.

M. Meeker: J'ai dû y voir. C'était une excellente question.

Le président : Merci, sénatrice Raine. Je suis désolé, mais nous devons poursuivre à huis clos.

Le sénateur Meredith : Avons-nous une deuxième série de questions, monsieur le président? Non?

Le président : Ce fut une discussion très intéressante. Comme je l'ai dit plus tôt, si vous voulez faire valoir un argument concernant des faits présentés par d'autres témoins, n'hésitez pas à le faire. Après votre départ, si vous pensez à d'autres renseignements que vous auriez aimé nous communiquer en réponse à l'une des questions des sénateurs, n'hésitez pas à nous les transmettre également.

M. Meeker : Je suis sûr que vous comprenez tous ce sentiment. En retournant chez moi, je penserai à une centaine de choses que j'aurais dû dire ou mieux expliquer.

The Chair: It's been a great hour and a half, and certainly some great information was put forward here this evening. It's going to be something that we will use as we go forward with our study into this important industry. We thank you for your time here this evening, and as I said, feel free to add anything later.

I need to seek agreement around the table to proceed in camera

Mr. Meeker, thank you again for your time, and certainly we look forward to hearing from you again.

Mr. Meeker: I want to thank you all. I meant it when I said I know you've already put in a hard day's work before you even got here. If anybody around the table wants to ask questions afterwards, feel free to get in touch with me. Is that allowed?

The Chair: I'm glad you said afterwards.

Mr. Meeker: That's what I meant, yes. Is that allowed? They're not going to get in trouble for that?

The Chair: No. No one gets in trouble.

(The committee continued in camera.)

(The committee continued in public.)

The Chair: Motion to adopt the budget? All in favour?

Hon. Senators: Agreed.

(The committee adjourned.)

Le président: Ces 90 minutes ont été très enrichissantes; vous nous avez fourni ce soir des renseignements très intéressants. Nous nous en servirons dans le cadre de notre étude sur cette importante industrie. Nous vous remercions d'être venu ce soir et, comme je l'ai dit, n'hésitez pas à ajouter quoi que ce soit plus tard.

Il me faut le consentement des membres du comité pour que nous poursuivions la séance à huis clos.

Monsieur Meeker, je vous remercie encore du temps que vous nous avez accordé, et nous espérons recevoir de vos nouvelles.

M. Meeker: Je tiens à remercier tous les membres du comité. Quand j'ai dit que je savais que vous aviez déjà fait une dure journée de travail avant même d'arriver ici, je le pensais. Si l'un de vous souhaite me poser des questions plus tard, n'hésitez pas à le faire. Est-ce permis?

Le président : Je suis heureux que vous ayez dit « plus tard ».

M. Meeker : Oui, c'est ce que je voulais dire. Est-ce permis? Ils ne s'attireront pas d'ennuis?

Le président : Non. Personne ne s'attirera d'ennuis.

(La séance se poursuit à huis clos.)

(La séance publique reprend.)

Le président : Y a-t-il une motion pour adopter le budget? Tous ceux qui sont pour?

Des voix: D'accord.

(La séance est levée.)

TÉMOIN WITNESS Tuesday, January 27, 2015 Le mardi 27 janvier 2015 $Northern\ Ontario\ Aquaculture\ Association:$ Association d'aquaculture de l'Ontario : Mike Meeker, President. Mike Meeker, président.

Disponible sur internet: http://www.parl.gc.ca

Available on the Internet: http://www.parl.gc.ca